



C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Alliance de la Fonction publique du Canada,

plaignante,

et

The British Columbia Corps of Commissioners,

intimée.

Dossier du Conseil : 27711-C

Référence neutre : 2011 CCRI 586

Le 29 avril 2011

Un banc du Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil), composé de M^e William G. McMurray, Vice-président, ainsi que de M^e David Olsen et M. John Bowman, Membres, a examiné la plainte susmentionnée. Une audience s'est tenue à Vancouver (Colombie-Britannique), du 4 au 6 mai 2010. Une autre journée d'audience avait été prévue, mais n'a pas été nécessaire.

Ont comparu

M^{ss} Chris Buchanan et Brett Matthews, pour l'Alliance de la Fonction publique du Canada;

M^e Keith J. Murray, pour The British Columbia Corps of Commissioners.

Les présents motifs de décision de la majorité ont été rédigés par M^e William G. McMurray, Vice-président. La dissidence a été rédigée par M. John Bowman, Membre.

I – Nature de la plainte

[1] Le 8 septembre 2009, l'Alliance de la Fonction publique du Canada (l'AFPC ou le syndicat) a déposé une plainte auprès du Conseil en vertu du paragraphe 97(1) du *Code canadien du travail* (*Partie I – Relations du travail*) (le *Code*), dans laquelle elle allègue que The British Columbia Corps of Commissioners (le Corps ou l'employeur) s'est livrée à une pratique déloyale de travail, en violation de l'article 94 du *Code*. Le syndicat allègue que l'employeur, une fois qu'il apprend que le syndicat effectue des démarches pour devenir l'agent négociateur accrédité d'une unité de ses travailleurs, a l'habitude de délibérément présenter des soumissions trop élevées pour divers contrats de prestation de ses services. Le syndicat prétend que l'objectif de l'employeur, en présentant une soumission plus élevée, est de perdre le contrat. Plus précisément, le syndicat allègue que, le 24 septembre 2008, l'employeur a augmenté de manière importante sa soumission pour l'un des services qu'il fournissait à l'Administration de l'aéroport international de Vancouver (l'Administration de l'aéroport), après avoir appris que le syndicat tentait de syndiquer les travailleurs à ce lieu de travail. Le syndicat prétend que l'employeur préférerait perdre le contrat plutôt que de continuer à fournir ses services avec une main-d'oeuvre syndiquée.

II – Aperçu

[2] L'audience sur la plainte a surtout porté sur un contrat de services de contrôle de la faune, dans le cadre duquel un groupe de commissionnaires fournissait des services de contrôle de la faune à l'Administration de l'aéroport. Le Corps avait détenu, pendant une période d'environ vingt ans, une série ininterrompue de contrats annuels de prestation de services de contrôle de la faune pour l'Administration de l'aéroport, ou pour les prédécesseurs de celle-ci. Le syndicat allègue que, lorsque le Corps avait appris, le ou vers le 23 septembre 2008, que le syndicat tentait de syndiquer une unité composée des commissionnaires fournissant les services de contrôle de la faune, le Corps avait présenté, le 24 septembre 2008, une nouvelle soumission prévoyant que la contrepartie de ses services serait substantiellement plus élevée pour l'année 2009. L'Administration de l'aéroport avait, en fin de compte, décidé de ne pas adjuger le contrat de services de contrôle de la faune pour l'année 2009 au Corps. L'élément central de la plainte du syndicat est que l'employeur a délibérément

augmenté sa soumission, de manière à la rendre peu attrayante d'un point de vue commercial pour l'Administration de l'aéroport, et que des sentiments antisyndicaux avaient motivé le Corps à augmenter sa soumission, ce qu'interdit l'article 94 du *Code*. À titre de mesure de redressement, le syndicat sollicite, entre autres choses, une déclaration de violation du *Code*, une ordonnance d'interdiction ainsi qu'une ordonnance « de redressement intégral ».

[3] Bien que le syndicat allègue que la soumission du 24 septembre 2008 du Corps était motivée par des sentiments antisyndicaux, il déclare qu'il n'a pris connaissance, pour la première fois, de la preuve appuyant sa plainte de pratique déloyale de travail que lorsqu'un tiers avait produit certains documents à ce sujet le ou vers le 25 juin 2009, dans le cadre d'une autre instance judiciaire.

[4] L'employeur nie que ses actes aient été motivés par des sentiments antisyndicaux et soutient que la plainte a été déposée à l'extérieur du délai prescrit.

III – Question préliminaire : la recevabilité de la plainte

[5] Un examen des observations a soulevé quelques questions évidentes concernant la recevabilité de la plainte. Règle générale, les plaintes de pratique déloyale de travail doivent être déposées dans les 90 jours qui suivent l'événement « déclencheur ». En plus du contrat de services de contrôle de la faune, la plainte faisait référence à la perte d'un certain nombre de contrats remontant à un bon nombre d'années. Dans le contexte précis de la perte du contrat de services de contrôle de la faune, le syndicat s'est fondé sur le courriel que le Corps avait envoyé à l'Administration de l'aéroport le 24 septembre 2008, dans lequel il exposait la proposition d'augmentation des taux de facturation pour l'année 2009; cependant, le syndicat a déposé sa plainte le 8 septembre 2009, soit bien au-delà de 90 jours après la date du courriel visé.

[6] Dans une lettre datée du 1^{er} décembre 2009, le Conseil a demandé aux parties de lui présenter des observations supplémentaires quant à la question de la recevabilité de la plainte. Le Conseil a examiné ces observations écrites et a avisé les parties, dans une lettre datée du 13 janvier 2010, que la plainte était recevable, du moins en ce qui concerne les allégations relatives à la perte du contrat

de services de contrôle de la faune. Les parties savaient donc, avant le début de l'audience, que le Conseil ne souhaitait pas entendre la preuve relative à d'autres contrats de services que le Corps avait perdus, ou pouvait avoir perdus, avant 2008.

[7] Voici les motifs de la décision « sommaire » du Conseil sur la question de la recevabilité de la plainte, laquelle a été communiquée par lettre le 13 janvier 2010.

[8] Le droit d'un syndicat de déposer une plainte de pratique déloyale de travail et le délai dans lequel une telle plainte peut être présentée au Conseil sont prévus aux paragraphes 97(1) et (2) du *Code* :

97.(1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), toute personne ou organisation peut adresser au Conseil, par écrit, une plainte reprochant :

a) soit à un employeur, à quiconque agit pour le compte de celui-ci, à un syndicat, à quiconque agit pour le compte de celui-ci ou à un employé d'avoir manqué ou contrevenu aux paragraphes 24(4) ou 34(6), aux articles 37, 47.3, 50, 69, 87.5 ou 87.6, au paragraphe 87.7(2) ou aux articles 94 ou 95;

b) soit à une personne d'avoir contrevenu à l'article 96.

(2) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les plaintes prévues au paragraphe (1) doivent être présentées dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date à laquelle le plaignant a eu – ou, selon le Conseil, aurait dû avoir – connaissance des mesures ou des circonstances ayant donné lieu à la plainte.

[9] En d'autres termes, le *Code* anticipe qu'une plainte de pratique déloyale de travail sera généralement présentée dans les 90 jours de la date où le plaignant a eu, ou aurait dû avoir, connaissance des événements pertinents.

[10] Les parties elles-mêmes ont reconnu volontiers, dans leurs observations écrites supplémentaires, que le débat relatif à la recevabilité de la plainte portait seulement sur le contrat de services de contrôle de la faune et, plus précisément, sur la date à laquelle le syndicat avait pris connaissance de la soumission révisée de l'employeur datée du 24 septembre 2008. Les allégations dans la plainte concernant d'autres contrats étaient clairement hors délai. Parmi les autres dates pouvant avoir « déclenché » le délai de 90 jours prévu par le *Code*, l'employeur a soutenu que le syndicat était au courant de l'augmentation de la soumission en date du 26 mars 2009, grâce à des renseignements

obtenus à la suite du règlement d'un autre différend lié au contrat de services de contrôle de la faune, lequel mettait en cause d'autres intimés. Le Corps a, par conséquent, fait valoir que le syndicat avait l'obligation de déposer sa plainte dans les 90 jours qui suivaient ce fait. En réponse, le syndicat a mentionné qu'il n'avait pas réellement les détails de la soumission révisée, jusqu'à ce qu'un tiers lui fournisse une copie de la soumission du 24 septembre. Dans les circonstances de la présente affaire, le Conseil rejette la prétention voulant que le fait d'être au courant qu'une soumission révisée avait été présentée suffisait à faire en sorte que le délai commence à s'écouler. Le Conseil est convaincu que le syndicat n'avait pas en sa possession les documents pertinents à l'appui de sa plainte relative à la perte du contrat de services de contrôle de la faune et qu'il n'en n'avait pas été mis au courant, jusqu'à ce qu'on lui fournisse ces documents le ou vers le 25 juin 2009.

[11] Pour l'application du paragraphe 97(2) du *Code*, le Conseil a conclu que le 25 juin 2009 était la date à laquelle le syndicat avait eu ou aurait dû avoir connaissance des circonstances ayant donné lieu à la plainte relative à la perte du contrat de services de contrôle de la faune. Les deux parties ont reconnu que la plainte avait été déposée auprès du Conseil dans les 90 jours suivant le 25 juin 2009. Par conséquent, le Conseil a conclu que la partie de la plainte qui portait sur le contrat de services de contrôle de la faune était recevable.

IV – Les questions à trancher

[12] À la fin de l'audience, les questions suivantes devaient être tranchées :

A – La disposition prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve énoncée au paragraphe 98(4) du *Code* s'applique-t-elle?

B – Si tel est le cas, l'employeur a-t-il convaincu le Conseil que sa décision, communiquée à l'Administration de l'aéroport le 24 septembre 2008, d'augmenter sa soumission concernant le contrat de services de contrôle de la faune, n'était pas motivée par des sentiments antisyndicaux?

C – Le syndicat a-t-il convaincu le Conseil que l'employeur, ou une personne agissant pour le compte de celui-ci, est intervenu dans la formation d'un syndicat ou dans la représentation des employés par celui-ci, ou a par ailleurs agi en violation de l'article 94 du *Code*?

D – Quelle mesure de redressement, le cas échéant, est indiquée?

V – Les dispositions législatives pertinentes

[13] Le syndicat allègue, dans la plainte dont le Conseil est saisi, que l'employeur a enfreint les dispositions 94(1)a), 94(3)a)(i) et 94(3)e) du *Code*.

[14] L'alinéa 94(1)a) du *Code* interdit, entre autres choses, à un employeur d'intervenir dans la représentation des employés par un syndicat :

94.(1) Il est interdit à tout employeur et à quiconque agit pour son compte :

a) de participer à la formation ou à l'administration d'un syndicat ou d'intervenir dans l'une ou l'autre ou dans la représentation des employés par celui-ci.

[15] L'alinéa 94(3)a) du *Code* interdit, notamment, à un employeur de congédier une personne ou de nuire à l'emploi de celle-ci en raison du fait qu'elle adhère à un syndicat ou se propose de le faire :

94.(3) Il est interdit à tout employeur et à quiconque agit pour son compte :

a) de refuser d'employer ou de continuer à employer une personne, ou encore de la suspendre, muter ou mettre à pied, ou de faire à son égard des distinctions injustes en matière d'emploi, de salaire ou d'autres conditions d'emploi, de l'intimider, de la menacer ou de prendre d'autres mesures disciplinaires à son encontre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

(i) elle adhère à un syndicat ou en est un dirigeant ou représentant – ou se propose de le faire ou de le devenir, ou incite une autre personne à le faire ou à le devenir –, ou contribue à la formation, la promotion ou l'administration d'un syndicat.

[16] L'alinéa 94(3)e) du *Code* interdit, entre autres choses, à un employeur de chercher à obliger une personne à s'abstenir d'adhérer à un syndicat :

94.(3) Il est interdit à tout employeur et à quiconque agit pour son compte :

...

e) de chercher, notamment par intimidation, par menace de congédiement ou par l'imposition de sanctions pécuniaires ou autres, à obliger une personne soit à s'abstenir ou à cesser d'adhérer à un syndicat ou d'occuper un poste de dirigeant ou de représentant syndical, soit à s'abstenir :

(i) de participer à une procédure prévue par la présente partie, à titre de témoin ou autrement,

(ii) de révéler des renseignements qu'elle peut être requise de divulguer dans le cadre d'une procédure prévue par la présente partie,

(iii) de présenter une demande ou de déposer une plainte sous le régime de la présente partie.

[17] Lorsqu'une partie, comme c'est le cas en l'espèce, allègue une violation du paragraphe 94(3) du *Code*, on doit alors tenir compte de la disposition prévoyant l'« inversion du fardeau de la preuve » énoncée au paragraphe 98(4) du *Code* :

98.(4) Dans toute plainte faisant état d'une violation, par l'employeur ou une personne agissant pour son compte, du paragraphe 94(3), la présentation même d'une plainte écrite constitue une preuve de la violation; il incombe dès lors à la partie qui nie celle-ci de prouver le contraire.

[18] En d'autres termes, le principe juridique courant selon lequel « l'auteur d'une affirmation doit en faire la preuve » (traduction) ne s'applique pas toujours dans le cas de certains types de plaintes de pratique déloyale de travail : en vertu du paragraphe 98(4) du *Code*, il incombe, dans certaines circonstances, à l'intimé visé par une plainte de pratique déloyale de travail de prouver qu'il ne s'est pas livré à une telle pratique.

VI – La preuve

[19] Le Corps a fait entendre deux témoins : M. Douglas Stuckel, premier vice-président, Solutions en matière d'exploitation et de sécurité (le PVP), et M. Allen Batchelar, président-directeur général (le PDG). Ces deux personnes étaient impliquées de très près, avec le vice-président, Finances (le VP Finances), dans l'établissement et la négociation des taux de facturation du contrat de services de contrôle de la faune. Le Corps n'a pas appelé le VP Finances à témoigner. Le Corps a accepté de présenter sa preuve en premier, sous réserve de sa position selon laquelle la disposition du *Code* prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve ne s'appliquait pas réellement à la situation de fait relatée dans la plainte de l'AFPC. Le syndicat a invoqué la disposition prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve énoncée dans le *Code* et a choisi de ne pas faire entendre de témoins. Le syndicat n'a donc pas présenté quelque preuve que ce soit à l'appui de la partie de sa demande de redressement qui incluait la délivrance d'une ordonnance « de redressement intégral ». Le résumé de la preuve qui suit n'est pas exhaustif; il ne fait que souligner les parties de la preuve que le Conseil estime être les plus pertinentes.

A – Le contexte

[20] La plaignante, l'AFPC, est un syndicat exerçant ses activités partout au Canada. Elle a commencé à syndiquer diverses unités de commissionnaires employés par le Corps dans la province de la Colombie-Britannique aux environs de 2001. À certains moments, elle a été l'agent négociateur accrédité de différentes unités de commissionnaires fournissant des services dans la province en vertu de divers contrats. Ces accréditations ont été accordées en vertu du *Code* ou d'une loi provinciale sur les relations du travail, selon le cas, en fonction de la nature des services fournis.

[21] L'intimée, le Corps, est une entreprise sans but lucratif. Le Corps fournit une gamme de services de sécurité et d'autres services, en vertu de divers contrats, à différents endroits sur la partie continentale de la Colombie-Britannique. Son mandat est de fournir des emplois, entre autres, aux anciens membres de l'armée et de la Gendarmerie royale du Canada. Le Corps emploie plus de 1 500 employés, la majorité d'entre eux occupant des postes de commissionnaires. Le Corps fournit des services aux paliers de gouvernement fédéral, provincial et municipal, aux organismes apparentés ainsi qu'à des clients du secteur privé. Le Corps a fourni des services de contrôle de la faune à l'Administration de l'aéroport pendant plusieurs années. D'un point de vue technique, le contrat de services de contrôle de la faune est un bon de commande annuel. Il s'agit d'un contrat unique. Le Corps ne fournit pas de services de contrôle de la faune à d'autres clients. Le Corps détient ou détenait, à divers moments, d'autres contrats de services à l'Aéroport international de Vancouver (YVR), y compris des contrats liés à l'exploitation des navettes de stationnement et des caisses de stationnement.

[22] Environ 14 commissionnaires possèdent les compétences requises pour occuper un poste d'agent de contrôle de la faune et exercent cette fonction en vertu du contrat de services de contrôle de la faune. On a témoigné sur la formation approfondie qu'un commissionnaire reçoit pour devenir un agent de contrôle de la faune ainsi que sur les détails relatifs aux licences et permis qu'ils doivent détenir. L'étendue de la formation ainsi que les licences et les permis différencient les agents de contrôle de la faune des commissionnaires qui fournissent les services plus courants de sécurité ou d'accès aux édifices.

[23] Au cours de la présente instance, il y a eu un grand nombre de renvois aux « taux de facturation » et aux « taux de rémunération » (traductions) prévus au contrat de services de contrôle de la faune. Il ne s'agit pas de synonymes. Les taux de facturation sont les tarifs que le Corps négocie annuellement et qu'il facture ensuite à l'Administration de l'aéroport en contrepartie des services des agents de contrôle de la faune. Le taux de facturation doit procurer suffisamment de revenus au Corps pour qu'il puisse absorber le taux de rémunération, la charge des avantages connexes ainsi que d'autres coûts indirects, dont un élément de ce qui, dans d'autres entreprises, serait communément appelé un bénéfice. Le Corps, à titre d'entreprise sans but lucratif, affirme qu'il redistribue ses bénéfices, le cas échéant, à ses employés sous forme de salaire ou de partage des bénéfices. Le taux de rémunération renvoie au salaire horaire que le Corps verse aux agents de contrôle de la faune.

[24] Le Corps a un droit de premier refus quant à la fourniture de services de commissionnaires au gouvernement fédéral pour les services de contrôle d'accès aux édifices, en vertu de l'Offre à commandes principale et nationale (l'OCPN). Le gouvernement fédéral établit, chaque année, les coûts indirects pouvant être affectés aux services que lui fournit le Corps, aux termes de l'OCPN. Le Corps s'engage à respecter ce montant de coûts indirects dans les autres contrats et vise, dans la mesure du possible, à maintenir ses taux de facturation à un pourcentage fixe, au-dessus des taux de rémunération sous-jacents. Le Corps affirme qu'il accepte des pourcentages de coûts indirects plus bas pour un client donné, dans une situation où la « capacité de payer » (traduction) de celui-ci est en cause. Le Corps était cependant d'avis qu'il n'y avait pas de doutes quant à la capacité de l'Administration de l'aéroport à payer les taux de facturation demandés.

B – L'historique des négociations

[25] Le PVP et le PDG ont fourni au Conseil une preuve considérable au sujet des négociations annuelles des taux de facturation pour le contrat de services de contrôle de la faune avec l'Administration de l'aéroport.

1 – La négociation des taux de facturation pour l'année 2006

[26] Dans une lettre datée du 25 août 2005, le Corps avait avisé l'Administration de l'aéroport qu'il souhaitait signer une entente de trois ans visant à augmenter ses taux de facturation pour le contrat de services de contrôle de la faune, dans le but d'augmenter les taux de rémunération des divers agents. Le plan de trois ans devait débiter en janvier 2006. La lettre met l'accent sur le fait que les augmentations proposées des taux de facturation dont elle fait état étaient essentielles pour offrir des taux de rémunération concurrentiels correspondant à la formation poussée et aux licences exigées pour les agents de contrôle de la faune. La lettre mentionne expressément que les augmentations proposées étaient nécessaires « afin d'attirer et de retenir les meilleurs candidats » (traduction) pour travailler à titre d'agent de contrôle de la faune. Un tableau, joint en annexe à la lettre, fait notamment état des taux de facturation proposés pour chacune des classifications des postes d'agent de contrôle de la faune ainsi que des taux de rémunération sous-jacents. La lettre ne mentionne toutefois pas si les activités liées au contrat de services de contrôle de la faune étaient viables ou non en 2005.

[27] Parmi les diverses classifications des postes d'agent de contrôle de la faune, le poste d'agent principal de contrôle de la faune (agent principal) était celui occupé par le plus grand nombre de commissionnaires. En 2006, le Corps avait proposé d'augmenter le taux de facturation pour les services des agents principaux d'environ 18,30 \$ l'heure à 20,10 \$ l'heure. Les taux de facturation pour l'année 2006 ne peuvent directement être comparés à ceux de 2005, puisque le Corps avait réduit le nombre de classifications et adopté de nouveaux titres de postes.

[28] L'Administration de l'aéroport avait finalement accepté les taux de facturation proposés pour l'année 2006, mais pas le plan de trois ans. L'Administration de l'aéroport avait continué de considérer le contrat de services de contrôle de la faune pour ce qu'il était, soit un bon de commande annuel. Il appert que le bon de commande pouvait être résilié par l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis de 30 jours.

2 – La négociation des taux de facturation pour l'année 2007

[29] Dans une lettre datée du 17 juillet 2006, le Corps avait fait part à l'Administration de l'aéroport de ses propositions concernant les taux de facturation pour le contrat de services de contrôle de la faune pour l'année 2007. Le Corps avait proposé d'augmenter, de 20,10 \$ l'heure à 21,85 \$ l'heure (incluant une prime de sécurité de 0,50 \$ l'heure), les taux de facturation pour les services des agents principaux. Contrairement à celle de l'année précédente, la lettre du Corps datée du 17 juillet 2006 ne ventile pas, en tant qu'élément distinct, les taux de rémunération sous-jacents pour chacun des taux de facturation proposés. La lettre mettait encore l'accent sur la volonté du Corps d'augmenter les taux de facturation pour lui permettre d'augmenter les taux de rémunération, afin que ceux-ci correspondent, selon les termes employés par le Corps, au haut niveau de formation et aux autres exigences nécessaires pour qu'une personne puisse exécuter les tâches et s'acquitter des responsabilités qui relèvent d'un agent de contrôle de la faune. De plus, elle mentionnait encore expressément que les augmentations étaient nécessaires afin d'attirer et de retenir les meilleurs commissionnaires pour occuper les postes d'agent de contrôle de la faune.

[30] Le 7 décembre 2006, le Corps avait envoyé un courriel à l'Administration de l'aéroport pour lui mentionner qu'elle ne lui avait pas donné la confirmation à laquelle il s'attendait en ce qui concerne les propositions d'augmentation des taux de facturation pour l'année 2007. Dans le courriel, le Corps avait avisé l'Administration de l'aéroport de son intention d'appliquer, à compter du 1^{er} janvier 2007, les taux de facturation proposés, à l'exception de la prime de sécurité, qui était contestée. Le courriel mentionne aussi expressément que le contrat de services de contrôle de la faune « ne rend pas la vie facile » (traduction) au Corps, en raison des coûts importants attribuables aux heures supplémentaires et à la réparation des véhicules. L'Administration de l'aéroport lui avait répondu, le 9 décembre 2006, en mentionnant, entre autres choses, qu'elle ne pouvait consentir à la prime de sécurité dans son actuel cycle budgétaire et que, en fait, elle ne consentirait seulement qu'à 50 % des autres augmentations proposées des taux de facturation pour l'année 2007.

[31] Dans un courriel interne, le Corps avait qualifié la réponse de l'Administration de l'aéroport comme étant une « surprise très tardive et déplaisante » qui ne démontrait « aucun respect pour notre

prestation de services » (traductions). La recommandation interne était de ne pas faire marche arrière quant aux propositions de taux. Le Corps avait répondu à l'Administration de l'aéroport au moyen d'un courriel daté du 12 décembre 2006; le Corps maintenait ses propositions d'augmentation des taux de facturation, soutenant que celles-ci étaient cohérentes avec le plan de trois ans qu'il désirait adopter, afin de ramener les taux de rémunération au même niveau que ceux versés par l'aéroport pour des postes qui ne nécessitaient pas les mêmes degrés de formation, de compétences et de responsabilités que ceux exigés pour le poste d'agent de contrôle de la faune. Le dernier paragraphe de ce courriel se lisait ainsi :

En tant qu'entreprise sans but lucratif, nous n'avons pas la capacité d'absorber d'importantes pertes imputables à un contrat. Le contrat doit être viable pour toutes les parties concernées. Je vous demande de reconsidérer votre proposition.

(traduction)

[32] À la fin de l'année 2006, aucune entente n'avait pu être conclue quant aux taux de facturation pour l'année 2007. Le Corps était ensuite allé de l'avant avec l'application, à compter du 1^{er} janvier 2007, des taux de facturation qu'il avait proposés pour l'année 2007 et les avait facturés à l'Administration de l'aéroport. Cependant, la question faisait toujours l'objet de discussions entre les parties, par le biais d'échange de courriels, à la fin du mois de février 2007. Selon la preuve présentée par le Corps à l'audience, en avril 2007, l'Administration de l'aéroport avait simplement consenti aux taux de facturation établis pour l'année 2007 que le Corps avait d'abord proposés dans sa lettre datée du 17 juillet 2006, moins la prime de sécurité de 0,50 \$ l'heure. L'Administration de l'aéroport avait ensuite acquitté toutes les factures impayées.

3 – La négociation des taux de facturation pour l'année 2008

[33] La négociation des taux de facturation pour l'année 2008 s'était déroulée de manière différente de celle de l'année précédente. Selon le témoignage livré par le PVP lors de l'audience, il n'y avait pas eu de prise de contact ou de discussions entre quiconque au sein des deux organismes durant toute l'année, que ce soit au niveau de la gestion ou au niveau de la direction, en ce qui concerne les propositions de taux de facturation pour l'année 2008. Aucune preuve n'a démontré que

L'Administration de l'aéroport avait approché le Corps au cours de l'été 2007, ou à un tout autre moment dans l'année, pour lui demander de lui communiquer ses propositions de taux de facturation pour l'année 2008, afin qu'elle puisse préparer son budget.

[34] Une lettre datée du 17 décembre 2007 envoyée par le Corps à l'Administration de l'aéroport a été produite en preuve. C'est dans cette lettre que le Corps avait proposé ses taux de facturation pour l'année 2008 à l'Administration de l'aéroport. La lettre fait état, avec quelques détails, des conclusions centrales d'un rapport relatif à la prévision des coûts de main-d'oeuvre pour la province de la Colombie-Britannique préparé par des consultants en ressources humaines indépendants pour le compte du Corps. Ces conclusions centrales donnaient certains détails sur la « pénurie de main-d'oeuvre » (traduction) dans les basses-terres continentales à laquelle les témoins du Corps renvoyaient souvent dans leurs témoignages : la demande de main d'oeuvre était plus forte que l'offre, ce qui, à titre d'exemple, entraînait une situation où l'augmentation des salaires était beaucoup plus forte que celle du coût de la vie. La lettre comprenait aussi, en annexe, un tableau faisant état des propositions de taux de facturation pour l'année 2008, et ce, pour chacune des catégories d'agents de contrôle de la faune. Contrairement au tableau que l'on trouvait dans les lettres de nature similaire envoyées au cours des années précédentes, celui-ci n'indiquait pas le taux de facturation correspondant de l'année antérieure ni l'augmentation proposée, que ce soit sous forme de pourcentage ou de dollars. Les témoignages lors de l'audience ont confirmé que la lettre du 17 décembre 2007 contenait des augmentations des taux de facturation de 5 %, lesquelles, dans le cas des agents principaux, se traduisaient par une augmentation du taux de facturation de 1,07 \$ l'heure. La preuve révèle aussi que l'Administration de l'aéroport avait accepté les taux de facturation proposés, sans en discuter, et que les nouveaux taux de facturation avaient été appliqués en date du 1^{er} janvier 2008.

4 – Les augmentations des taux de rémunération en 2008

[35] Le Corps a présenté de nombreux éléments de preuve au sujet des augmentations de salaire qu'il avait données aux commissionnaires, y compris aux agents de contrôle de la faune, à divers moments en 2008. Les augmentations de salaire avaient pris effet en quatre phases au cours de l'année.

Premièrement, tous les commissionnaires, y compris les agents de contrôle de la faune, avaient reçu une augmentation de salaire générale de 1 \$ l'heure en mars 2008. Deuxièmement, après que le Corps eut diminué le nombre de classifications de commissionnaires de 8 à 6, plusieurs de ceux-ci, et la plupart des agents de contrôle de la faune, avaient reçu une augmentation de salaire de 0,25 \$ l'heure en avril 2008. Troisièmement, tous les commissionnaires qui travaillaient dans la région métropolitaine de Vancouver, ce qui comprenait la totalité des agents de contrôle de la faune, avaient reçu une « indemnité régionale du Metro Vancouver » (l'IRMV) (traduction) de 0,50 \$ l'heure en septembre 2008. Finalement, tous les commissionnaires, y compris les agents de contrôle de la faune, avaient reçu une « indemnité pour nettoyage des chemises » (l'INC) (traduction), ce qui représentait une augmentation de salaire additionnelle de 0,25 \$ l'heure en novembre 2008.

[36] Il est donc utile de comparer l'augmentation des taux de facturation pour 2008 avec l'augmentation de salaire réellement reçue par les agents principaux affectés au contrat de services de contrôle de la faune. Au début de l'année, le Corps avait augmenté de 1,07 \$ l'heure son taux de facturation pour les services d'un agent principal, alors qu'au courant de cette même année, il avait augmenté de 2 \$ l'heure le taux de rémunération de la catégorie des agents principaux.

[37] Il s'agit des principaux éléments présentés en preuve relativement aux négociations qui avaient eu lieu entre les parties entre août 2005 et le milieu de l'année 2008 au sujet du contrat de services de contrôle de la faune, et cela donne le contexte de la négociation des propositions d'augmentation des taux de facturation pour l'année 2009.

5 – La négociation des taux de facturation pour l'année 2009

[38] La négociation des taux de facturation pour l'année 2009 avait débuté à la mi-août 2008. Le Corps et l'Administration de l'aéroport avaient fixé une rencontre devant se tenir vers la fin d'août 2008. L'Administration de l'aéroport préparait à nouveau son budget et avait demandé au Corps de lui fournir de l'information quant à ses propositions de taux de facturation pour l'année 2009, pour savoir quel taux utiliser dans l'élaboration de son budget; l'Administration de l'aéroport lui avait demandé de lui fournir cette information avant le début du mois de septembre. Dans un

courriel daté du 19 août 2008, M. Gary Smith, gestionnaire, Service d'application des lois (le GSAL) pour le Corps, avait demandé au PVP de lui fournir « l'information appropriée à l'égard du taux de facturation pour l'année 2009 » (traduction) pour qu'il puisse la transmettre à l'Administration de l'aéroport, pour les besoins de son budget, lors de la prochaine rencontre. Le courriel avait été envoyé le 19 août, puisque le gestionnaire savait que le PVP partait en vacances la semaine suivante. Le PVP avait répondu au courriel rapidement. Il avait transmis une copie de son courriel au PDG et au VP Finances. Le courriel mentionnait explicitement ce qui suit : « vous pouvez soumettre une augmentation de taux de 8 % » (traduction) pour l'année 2009. Il mentionnait aussi : « j'ai transmis une copie à Al [le PDG] et à Shaheen [le VP Finances]; donc, à moins qu'Al ne vous donne des directives différentes, vous pouvez présenter l'augmentation de 8 % » (traduction). La rencontre prévue s'était déroulée le 28 août 2008, en l'absence du PDG, du PVP et du VP Finances du Corps. Dans un courriel daté du 28 août 2008, le GSAL du Corps avait mentionné à l'Administration de l'aéroport que « notre taux de facturation pour l'année 2009 augmentera de 8 %, à compter du 1^{er} janvier 2009 » (traduction). Ce même courriel mentionne aussi expressément que l'objet principal de la rencontre pour le Corps était d'aviser l'Administration de l'aéroport des taux de facturation pour l'année 2009, afin qu'elle puisse « prévoir son budget en conséquence » (traduction). De plus, le courriel renvoie expressément à « une lettre officielle » (traduction) concernant l'augmentation des taux de facturation pour l'année 2009 qui devait être envoyée « au cours de l'automne » (traduction).

[39] Le Corps a produit en preuve un certain nombre de documents qu'il prétend avoir préparés entre le 20 et le 24 septembre 2008. Ces documents ont été produits en tant que pièce 8, onglet 9. Le PVP a mentionné qu'à la suite de son retour de vacances, le 8 septembre, il avait des doutes et des réserves quant au caractère judicieux de la proposition d'augmentation du taux de facturation de 8 %, qui figurait, entre autres, dans le courriel du 28 août 2008, que le Corps avait transmis à l'Administration de l'aéroport.

[40] Le PVP a déclaré qu'il avait fait part au PDG de ses doutes concernant le caractère judicieux de l'augmentation de 8 % et qu'ils avaient décidé d'analyser plus en détail les coûts afférents au contrat de services de contrôle de la faune. Le PVP, dans son témoignage, était ambigu quant à la

date, l'heure et l'endroit où la décision d'examiner à la loupe les coûts afférents au contrat avait été prise. Quoi qu'il en soit, le PVP et le PDG avaient convenu d'attendre les résultats de la période de paye se terminant le 20 septembre 2008, puisqu'il s'agissait de la première période de paye suivant l'introduction de l'augmentation de salaire de 0,50 \$ au titre de l'IRMV.

[41] Le VP Finances avait préparé un document, que l'on nommera document de travail à des fins de référence, qui analysait les heures travaillées en vertu du contrat de services de contrôle de la faune, présentées tant par année civile que par exercice financier. Ce document se trouve à la pièce 8, onglet 9, page 1. Le PVP, le PDG et le VP Finances s'étaient rencontrés dans la matinée du lundi 22 septembre 2008 dans le bureau du PDG, afin de discuter du document de travail. La copie du document de travail présentée en preuve contenait les notes manuscrites du PDG. Le Corps avait conclu, en analysant le document de travail, que le contrat de services de contrôle de la faune était dans « une situation sérieuse » (traduction) parce que, à son avis, le montant que le Corps avait facturé à l'Administration de l'aéroport aux termes du contrat était insuffisant pour couvrir les coûts afférents au contrat. D'un côté, le document de travail indiquait que les sommes facturées aux termes du contrat étaient plus élevées que les sommes versées aux agents de contrôle de la faune à titre de salaire seulement. De l'autre côté, le Corps était d'avis que les sommes facturées aux termes du contrat étaient insuffisantes pour couvrir tous les autres coûts afférents au contrat, tels que la partie réservée aux avantages et les autres coûts indirects. Par ailleurs, le Corps commençait tout juste à subir les contrecoups du versement de l'IRMV de 0,50 \$ l'heure aux agents de contrôle de la faune. De plus, le Corps n'avait pas encore commencé à verser l'INC de 0,25 \$ l'heure.

[42] Autrement dit, selon les taux de facturation pour l'année 2008, en se fondant sur le document de travail, le Corps affirmait qu'il en retirait une marge sur coût variable de moins de 0,40 \$ l'heure, alors qu'en appliquant son multiplicateur normal, sa marge sur coût variable aurait dû être de plusieurs dollars l'heure pour couvrir la totalité de ses coûts.

[43] Le PDG et le VP Finances ont, par conséquent, continué d'analyser les « chiffres » du contrat de services de contrôle de la faune le lendemain et ont, conjointement, produit une feuille de calcul le 23 septembre 2008, en après-midi. Ils ont discuté de cette feuille de calcul, avec le PVP, lors d'une

réunion tenue dans la matinée du 24 septembre 2008. Cette feuille de calcul figure à la pièce 8, onglet 9, page 4. Lors de cette réunion, les parties ont convenu que le PVP prendrait l'information contenue à la fin de la feuille de calcul et la transmettrait à l'Administration de l'aéroport, à titre d'appui à la demande d'augmentation des taux de facturation formulée par le Corps. Cette partie de la feuille de calcul en question contenait cinq colonnes : la première faisait état du poste ou du niveau de classification; la deuxième, des taux de facturation courants (2008); la troisième, des taux de facturation proposés pour l'année 2009; la quatrième, de la somme en dollars que représentait l'augmentation; la dernière, de l'augmentation du taux exprimée en pourcentage.

6 – Le courriel du 24 septembre 2008

[44] Ces mêmes cinq colonnes que l'on trouvait dans la feuille de calcul étaient reproduites dans le courriel que le PVP avait envoyé à l'Administration de l'aéroport à 14 h 46, le mercredi 24 septembre 2008, dans lequel il exposait les propositions de taux de facturation pour l'année 2009 pour chacune des classifications d'agent de contrôle de la faune (voir pièce 8, onglet 11).

[45] Le premier paragraphe du courriel du 24 septembre 2008 est très important. Il se lisait ainsi :

Dans le cadre de notre examen budgétaire, lequel comprenait le contrat de services de contrôle de la faune à YVR, nous avons jugé que l'augmentation de 8 % que nous avions demandée pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009 n'est pas suffisante pour que nous puissions nous acquitter des coûts importants afférents à ce contrat. Nous avons constaté que nous ne serons pas en mesure de couvrir les coûts du contrat. Il y a un manque à gagner significatif. À titre d'exemple, nous absorbons actuellement 0,75 \$ l'heure simplement pour payer les heures supplémentaires.

(traduction)

[46] Le courriel faisait aussi référence aux augmentations de salaire substantielles que le Corps avait accordées à ses employés en 2008, dans le but d'attirer des candidats et de les retenir. Il mentionnait également que le Corps avait conclu que ses autres contrats lui permettaient de couvrir le contrat de services de contrôle de la faune. Le courriel contenait un tableau faisant état de toutes les classifications de postes, des taux de facturation courants, des taux de facturation proposés pour l'année 2009 ainsi que des augmentations proposées, exprimées en sommes d'argent et en pourcentage. En chiffres ronds, les augmentations des taux de facturation proposés pour l'année

2009, en ce qui concerne les diverses classifications, étaient de l'ordre de 20 % à 30 %. En ce qui a trait aux agents principaux, l'augmentation du taux de facturation proposé se chiffrait à environ 23 %.

[47] Le dernier paragraphe du courriel est tout aussi important. Il se lisait comme suit :

Nous exigeons, **au plus tard le 1^{er} novembre 2008**, un avis confirmant votre acceptation de ces augmentations des taux pour l'année 2009. Si nous n'avons pas reçu votre avis à cette date-là, nous entendons vous donner un avis de résiliation du contrat, prenant effet le 31 décembre 2008, puisque la prestation du contrat de services de contrôle de la faune ne serait alors plus viable financièrement.

(traduction; souligné dans l'original)

[48] L'Administration de l'aéroport avait répondu dans une lettre datée du 28 octobre 2008 livrée par messenger. Dans cette lettre, l'Administration de l'aéroport mentionne qu'elle « ne peut consentir à une entente commerciale qui envisagerait le versement de tels salaires » (traduction). Ensuite, il était mentionné dans la lettre que, si le Corps voulait aller de l'avant avec l'envoi d'un avis de résiliation, l'Administration de l'aéroport demandait à ce que la résiliation prenne effet seulement à compter du 31 mars 2009, afin de permettre une période de transition vers le nouveau fournisseur de service. Cette lettre renvoyait aux « salaires » (traduction) dans le contexte du courriel envoyé par le Corps, le 24 septembre 2008. Ce courriel ne contenait aucun renvoi explicite aux salaires; il renvoyait aux augmentations des taux de facturation. Il ne divulguait et ne ventilait pas non plus le taux horaire que le Corps avait l'intention de verser aux agents de contrôle de la faune en fonction des taux de facturation proposés pour l'année 2009.

[49] Lors d'une rencontre tenue cette même journée, le Corps et l'Administration de l'aéroport avaient convenu que le contrat serait résilié, mais que la résiliation prendrait effet le 28 février 2009, et non le 31 mars 2009, comme l'avait demandé l'Administration de l'aéroport. Le Corps avait confirmé à l'Administration de l'aéroport cette date de résiliation dans une lettre datée du 31 octobre 2008. La lettre mentionnait, entre autres choses, que les parties s'étaient entendues sur une augmentation du taux de facturation de 10 % au cours de la période de transition de deux mois.

[50] Le Corps a aussi présenté en preuve une lettre type de deux pages, signée par le PDG et datée du 21 novembre 2008, que celui-ci avait envoyée à chacun des commissionnaires affectés au contrat

de services de contrôle de la faune. La deuxième page du document faisait état des taux de rémunération en vigueur pour l'année 2008 et contenait une colonne intitulée « taux de rémunération rejetés pour l'année 2009 » (traduction). Aucune de ces deux colonnes ne se trouvait dans le courriel que le Corps avait envoyé à l'Administration de l'aéroport le 24 septembre 2008. Cependant, les deux colonnes que l'on trouvait dans la lettre type du 21 novembre 2008 sont conformes aux colonnes correspondantes de la feuille de calcul dont avaient discuté le PDG, le PVP et le VP Finances lors de la rencontre tenue dans la matinée du 24 septembre 2008. La lettre du 21 novembre 2008 informait les agents de contrôle de la faune que le Corps avait perdu le contrat et que leurs emplois étaient garantis seulement jusqu'au 1^{er} mars 2009.

[51] Entre autres choses, le Corps avait avisé les commissionnaires affectés au contrat de services de contrôle de la faune que l'Administration de l'aéroport n'avait pas consenti aux taux proposés pour l'année 2009 et que, contrairement à ses attentes, l'Administration de l'aéroport ne lui présenterait pas de demande de propositions (DP). Les témoins du Corps ont déclaré, dans leur témoignage, qu'ils anticipaient que l'Administration de l'aéroport réponde aux propositions d'augmentation des taux de facturation pour l'année 2009 en leur soumettant une DP. Les témoins ont de plus affirmé qu'en fait, ils avaient cru que le Corps serait bien placé pour présenter une soumission attrayante pour toute DP, en raison de l'expérience et des compétences de ses agents de contrôle de la faune. Au fil du temps, le Corps en était venu à voir une éventuelle DP comme étant non pas une menace à son contrat de services de contrôle de la faune, mais plutôt comme une possibilité de renouveler le contrat de services de contrôle de la faune à des taux de facturation qui répondaient à tous ses objectifs. De plus, la lettre explique que l'Administration de l'aéroport avait avisé le Corps, le lundi 17 novembre 2008, que l'exécution du contrat serait assurée par un nouveau fournisseur de services, à compter du 1^{er} mars 2009. Un tableau faisant état des taux de rémunération courants en 2008 et des taux de rémunération de 2009 qui avaient été rejetés, et ce, pour chacune des classifications d'agents de contrôle de la faune, était joint à la lettre envoyée aux commissionnaires touchés. Dans cette lettre, le Corps ne divulguait pas à ses commissionnaires les taux de facturation proposés pour l'année 2009, lesquels avaient été rejetés par l'Administration de l'aéroport. La lettre du 21 novembre 2008 indique, à première vue, que le Corps avait préalablement expédié une copie de la lettre par messenger au syndicat.

[52] Tel qu'il est expliqué précédemment, le syndicat avait obtenu, le 25 juin 2009, une copie du courriel daté du 24 septembre 2008, dans lequel le Corps avait avisé l'Administration de l'aéroport que l'augmentation de 8 % proposée n'était pas suffisante et que les taux de facturation proposés pour l'année 2009 devraient être augmentés d'approximativement 20 à 30 %.

[53] C'est la divergence apparente entre les taux de rémunération proposés pour l'année 2009 joints en annexe à la lettre du 21 novembre 2008 (envoyée aux agents de contrôle de la faune) et les taux de facturation proposés pour l'année 2009 détaillés dans le courriel du Corps daté du 24 septembre 2008 (envoyé à l'Administration de l'aéroport) qui a incité l'AFPC à déposer sa plainte auprès du Conseil, le 8 septembre 2009.

C – Le contre-interrogatoire des témoins du Corps par le syndicat

[54] Comme il a été mentionné auparavant, le syndicat a choisi de ne pas faire entendre de témoins. Il a, bien entendu, contre-interrogé les deux témoins appelés par le Corps. Alors qu'il contre-interrogeait le PVP, le syndicat a présenté en preuve les dates de ses activités de syndicalisation relativement aux agents de contrôle de la faune en septembre 2008 et la mesure dans laquelle l'employeur était au courant de ces activités. Le contre-interrogatoire a démontré que le PVP savait que le syndicat avait tenu une réunion avec les agents de contrôle de la faune le 22 septembre 2008 et que le PVP avait appris la tenue de cette réunion le 23 septembre 2008, car le GSAL du Corps lui en avait fait part. Le PVP a témoigné qu'il avait été avisé que le syndicat avait organisé « une sorte de réunion » (traduction) avec les commissionnaires affectés au contrat de services de contrôle de la faune. Le PVP a admis qu'il avait, ensuite, transmis cette information au PDG et qu'il « croyait » (traduction) l'avoir fait le 23 septembre 2008.

[55] Selon ce qui est ressorti du contre-interrogatoire du PVP, le Corps avait déployé divers efforts visant à amoindrir les contrecoups de la perte du contrat sur les agents de contrôle de la faune. Ces derniers étaient affectés, de manière prioritaire, à des postes de commissionnaires dans le cadre de nouveaux contrats du Corps, le cas échéant. Le Corps exploite aussi une division de réserve et maintient une liste de relève. Bien que ni l'une ni l'autre ne semble fournir une garantie de travail,

la division de réserve offre de temps à autre la possibilité de travailler pendant une période de trois ou de quatre mois, alors que la liste de réserve est « très sollicitée » et procure « une quantité raisonnable de travail » (traductions) aux personnes intéressées. [À la fin de l'audience, le Conseil ne disposait d'aucun élément de preuve ni de détails quant à la question de savoir si les agents de contrôle de la faune s'étaient prévalus de ces possibilités ou, le cas échéant, s'ils avaient ou non réussi à atténuer leurs préjudices découlant de la perte du contrat.]

[56] Le syndicat, lorsqu'il a contre-interrogé le PDG, s'est surtout attardé aux opinions de celui-ci sur le syndicat et sur les efforts de syndicalisation des commissionnaires, qu'il avait exprimées dans trois lettres publiques qu'il avait rédigées et transmises à divers commissionnaires. Les trois lettres étaient datées du 4 et du 11 juillet 2007 ainsi que du 22 septembre 2008. Les lettres n'étaient pas liées au contrat de services de contrôle de la faune ni aux commissionnaires qui fournissaient les services en vertu du contrat et n'avaient pas de répercussions directes sur eux.

[57] La première lettre du PDG, datée du 4 juillet 2007, avait été rédigée dans le contexte d'une campagne de syndicalisation menée par l'AFPC visant des commissionnaires affectés à divers contrats signés entre le Corps et l'Agence des services frontaliers du Canada (l'ASFC). Le syndicat jugeait que ces questions de relations du travail relevaient de la compétence provinciale et, au moment où la lettre avait été écrite, avait présenté une demande à la Commission des relations de travail de la Colombie-Britannique (la CRTCB) en vue d'être accrédité à titre d'agent négociateur d'une unité de commissionnaires fournissant des services en vertu de trois contrats signés avec l'ASFC. La lettre du PDG avait été écrite quelques jours avant une audience de la CRTCB qui visait à déterminer, entre autres choses, le niveau d'appui à la demande et l'habileté à négocier de l'unité ou des unités de négociation proposées. Le Conseil ne résumera pas toute la lettre; cependant, une phrase illustrant la teneur de la lettre se lisait ainsi :

... Nous pouvons aussi vous dire que nous préférons travailler directement avec vous, plutôt qu'avec un syndicat tiers. Cependant, au bout du compte, il s'agit de votre décision, et nous respectons votre droit de prendre une décision éclairée.

(traduction)

[58] La deuxième lettre du PDG, datée du 11 juillet 2007, avait été écrite dans le contexte de la même campagne de syndicalisation et était adressée à tous les commissionnaires affectés à ces contrats signés avec l'ASFC. La lettre, qui avait été écrite une journée après l'audience de la CRTCB, avisait les commissionnaires que la CRTCB avait fixé une rencontre et les informait de la date, des heures et de l'endroit de la tenue du scrutin. À la page 2 de la lettre, au sous-titre « Notre opinion » (traduction), le PDG déclarait ce qui suit :

De mon côté, j'espère que vous allez voter « Non » à la représentation syndicale – car le Corps est d'avis que le syndicat a bien peu à offrir aux commissionnaires en contrepartie des cotisations syndicales que vous auriez à verser aux termes de toute convention collective conclue entre le Corps et l'AFPC...

(traduction)

[59] La lettre se terminait ainsi, à la page 3 :

En fin de compte, chacun de vous doit fonder sa décision sur ce qui lui semble le meilleur choix. Bien que le Corps préfère traiter directement avec vous plutôt que par l'intermédiaire d'un syndicat tiers, nous n'avons certainement pas de problèmes à traiter avec l'AFPC, si la majorité s'exprime en ce sens. Nous avons traité avec l'AFPC auparavant, et si nous devons traiter avec ce syndicat à nouveau, cela ne nous empêcherait pas de dormir; cependant, nous croyons honnêtement, selon notre expérience, que l'AFPC a bien peu à vous offrir.

(traduction)

[60] La troisième lettre, datée du 22 septembre 2008, était adressée à tous les commissionnaires affectés aux contrats avec l'ASFC au Library Square, au centre de surveillance de la région du Pacifique de l'ASFC et auprès de VIA. Elle est intitulée « Avis – offre finale de l'employeur » (traduction). Au cours de son contre-interrogatoire, le syndicat a attiré l'attention du PDG sur l'avant-dernier paragraphe de sa lettre :

Nous avons donné au syndicat jusqu'au 30 septembre 2008 pour parvenir à une entente acceptable. Contrairement à ce qui a été décrit, il ne s'agissait pas d'une date arbitraire. Cette date était, entre autres choses, fondée sur notre cycle d'affaires, le temps disponible et l'horaire du personnel. Il y avait amplement de temps pour conclure une entente au cours des huit derniers mois. Dans le passé, nous avons réussi à le faire en trois jours avec ce même syndicat. Nous n'avons plus de temps ou d'argent à investir dans cette affaire. La balle est maintenant dans votre camp. Si vous acceptez la présente proposition, je crois alors sincèrement que nous pourrions présenter une soumission hautement concurrentielle. Si vous la rejetez, nous n'aurons pas de données sur lesquelles nous fonder pour présenter une soumission et ne participerons pas au processus de DP. Malheureusement, nous serons

alors dans l'obligation de vous aviser que le 31 mars 2009, soit la journée où notre contrat pour fournir ce service vient à échéance, sera votre dernière journée de travail au sein du Corps.

(traduction)

[61] Les trois lettres en question renvoient toutes à un ou à des contrats conclus entre le Corps et l'ASFC; aucune ne renvoie au contrat de services de contrôle de la faune ou aux efforts du syndicat, en septembre 2008, en vue de syndiquer les commissionnaires affectés aux services de contrôle de la faune. Le syndicat a rappelé au Conseil que la troisième lettre du PDG est datée du 22 septembre 2008, soit la date à laquelle le syndicat avait tenu sa réunion de syndicalisation avec les commissionnaires affectés au contrat de services de contrôle de la faune et à laquelle le PDG, le PVP et le VP Finances du Corps s'étaient rencontrés pour examiner le document de travail qui détaillait les coûts afférents au contrat de services de contrôle de la faune.

[62] C'est dans l'après-midi du 24 septembre 2008 que le Corps avait pris connaissance de la demande que l'AFPC avait présentée au Conseil en vue d'être accréditée à titre d'agent négociateur d'une unité de négociation d'agents de contrôle de la faune.

VII – Position des parties

A – L'employeur

[63] Le principal argument juridique avancé par le Corps porte sur la disposition prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve énoncée au paragraphe 98(4) du *Code*. Le Corps affirme que la disposition prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve ne s'applique pas à la plainte de l'AFPC, dans les circonstances du contrat de services de contrôle de la faune. L'argument juridique correspondant est fondé sur la distinction entre les paragraphes 94(1) et (3) du *Code*. Bien que les parties qui déposent une plainte de pratique déloyale de travail allèguent habituellement qu'il y a eu violation des paragraphes 94(1) et 94(3), il s'agit de dispositions distinctes, ayant chacune sa propre portée. De plus, évidemment, la disposition prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve ne s'applique qu'aux plaintes alléguant violation du paragraphe 94(3) du *Code*, et non aux plaintes alléguant violation du paragraphe 94(1).

[64] Selon le Corps, les circonstances exposées dans la plainte de l'AFPC concernant la soumission plus élevée relativement aux taux de facturation proposés pour l'année 2009 (détaillés dans le courriel daté du 24 septembre 2008) et la perte subséquente du contrat par le Corps en date du 28 février 2009 sont des circonstances qui ne sont pas visées par la portée du paragraphe 94(3). Le Corps soutient que le paragraphe 94(3) ne vise que les allégations de pratique déloyale de travail envers des employés individuels. Selon le Corps, les plaintes alléguant une pratique déloyale de travail liée à la fermeture d'une entreprise (qui entraîne simultanément le congédiement de plusieurs employés) ne peuvent qu'être fondées sur le paragraphe 94(1) du *Code* et seulement sur ce paragraphe. Le Corps affirme que, en quelque sorte, la perte du contrat de services de contrôle de la faune équivaut à la fermeture d'une entreprise.

[65] Le Corps soutient donc que, puisque la présente plainte n'entraîne pas de changement quant au fardeau de la preuve, il incombe toujours au syndicat de présenter une preuve suffisante pour convaincre le Conseil qu'il y a eu pratique déloyale de travail. Le Corps reconnaît qu'un syndicat n'a généralement pas à faire la preuve de sentiments antisyndicaux pour qu'il ait gain de cause dans le cadre d'une plainte fondée sur le paragraphe 94(1) du *Code*. Le Corps apporte cependant d'autres nuances à ses arguments pour faire valoir que, dans le contexte précis d'une plainte déposée par un syndicat, dans laquelle celui-ci allègue que la fermeture, par un employeur, de ses établissements constitue une pratique déloyale de travail, le syndicat doit alors démontrer que cette fermeture découle, en tout ou en partie, de sentiments antisyndicaux.

[66] Le Corps a aussi adopté la position, dans son argumentation juridique, que, si l'inversion du fardeau de la preuve devait s'appliquer à la plainte de l'AFPC relative au contrat de services de contrôle de la faune, il avait alors présenté une preuve suffisante pour réfuter les allégations de violation du paragraphe 94(3) du *Code*.

[67] Le principal argument juridique du Corps repose surtout sur deux décisions : une décision rendue en 2005 par le Conseil, *Société Radio-Canada*, 2005 CCRI 308, et un arrêt rendu en 2009 par la Cour suprême du Canada, *Plourde c. Compagnie Wal-Mart du Canada Inc.*, 2009 CSC 54; [2009] 3 R.C.S. 465 (*Wal-Mart*). Le Corps invoque la décision du Conseil à l'appui de son

affirmation qu'il y a une distinction juridique entre la portée du paragraphe 94(1) du *Code* et celle du paragraphe 94(3). De plus, selon la décision du Conseil dans *Société Radio-Canada*, précitée, le fait qu'un syndicat allègue une violation du paragraphe 94(3) du *Code* n'est pas toujours, en soi, suffisant pour faire en sorte que la plainte soit visée par le paragraphe 94(3).

[68] Bien que le Corps souscrive à l'ensemble de l'analyse du Conseil exposée aux paragraphes 47 à 56 de la décision *Société Radio-Canada*, précitée, dans sa plaidoirie, le Corps renvoie particulièrement le Conseil au paragraphe 53 :

[53] Contrairement au paragraphe 94(3) du *Code* qui vise précisément à protéger les droits des personnes qui exercent des activités syndicales, l'alinéa 94(1)a) du *Code*, dont la portée est beaucoup plus large, vise plutôt à protéger les droits de l'entité syndicale en soi, y compris ceux des personnes qui la composent.

[69] Comme il a été mentionné, le Corps presse le Conseil de conclure que la plainte de l'AFPC n'est visée que par l'alinéa 94(1)a) du *Code* et que, par conséquent, le syndicat ne peut se prévaloir de la disposition prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve énoncée au paragraphe 98(4). En résumé, le Corps affirme que, dans la plainte dont est saisi le Conseil, il incombe toujours à l'AFPC de démontrer que les faits relatés dans sa plainte constituent une pratique déloyale de travail.

[70] Le Corps invoque le récent arrêt *Wal-Mart* à l'appui de son affirmation selon laquelle la fermeture définitive d'un lieu de travail n'est ni une « sanction » ni une « mesure » prise contre un employé au sens de l'article 17 du *Code du travail*, L.R.Q., c. C-27, du Québec (le CTQ) et, de ce fait, ce n'est donc pas une circonstance qui déclenche l'application de la présomption (ou disposition prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve) énoncée à l'article 17 du CTQ.

[71] L'argument du Corps voulant que la perte du contrat de services de contrôle de la faune équivaille à la fermeture définitive d'une entreprise est fondé sur l'arrêt *Wal-Mart* de la Cour suprême du Canada. Dans cet arrêt, la Cour suprême du Canada a notamment conclu que le CTQ n'interdit pas la fermeture définitive d'une entreprise et, par extension, lorsque la Commission des relations du travail du Québec juge qu'une telle fermeture d'entreprise a eu lieu, elle n'a ni l'obligation ni le droit d'examiner les motifs pour lesquels l'entreprise a fermé ses portes. Dans de

telles circonstances, la présomption (ou disposition relative à l'inversion du fardeau de la preuve) contenue à l'article 17 du CTQ ne s'applique pas. Par conséquent, la Cour suprême a conclu que les employés qui ont été congédiés en raison d'une fermeture permanente d'entreprise et qui sollicitent un redressement comprenant, entre autres, la réintégration ne sont pas visés par la présomption prévue par la loi.

[72] L'arrêt *Wal-Mart* est fondé sur l'arrêt de la Cour suprême du Canada dans *A.I.E.S.T., local de scène n° 56 c. Société de la Place des Arts de Montréal*, 2004 CSC 2; [2004] 1 R.C.S. 43, avec lequel il concorde et qui, en revanche, avalisait la décision de l'ancien Tribunal du travail du Québec dans *City Buick Pontiac (Montréal) Inc.*, [1981] T.T. 22. L'arrêt *Wal-Mart* est aussi fondé sur une division, dans le CTQ, qui sépare les dispositions contenues aux articles 12 à 14 d'un côté et celles contenues aux articles 15 à 19 de l'autre; de plus, la Cour a conclu que des plaintes, comme les nombreuses plaintes déposées par les divers employés qui avaient été congédiés lors de la fermeture du magasin Wal-Mart en question, étaient seulement visées par le groupe de dispositions des articles 12 à 14 du CTQ et que, par conséquent, les employés ne pouvaient se prévaloir de la présomption contenue à l'article 17 du CTQ.

[73] Par extension, le Corps presse maintenant le Conseil d'effectuer une distinction de la même nature entre, d'un côté, les plaintes visées par le paragraphe 94(1) du *Code* et, d'un autre côté, celles visées par le paragraphe 94(3). De plus, le Corps demande au Conseil de conclure, parallèlement, que l'AFPC, que ce soit en son propre nom ou au nom des agents de contrôle de la faune, ne peut bénéficier de la disposition prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve contenue au paragraphe 98(4) du *Code*.

[74] Le Corps soutient que la présente affaire repose principalement sur les faits ainsi que sur les conclusions que le Conseil devrait tirer ou non de ces faits. Le Corps expose la justification pour l'augmentation proposé des taux de facturation pour l'année 2009 en disant que les chiffres sont « parfaitement justifiables » et « entièrement défendables » (traductions). Le Corps a donné comme exemple le poste d'agent principal affecté au contrat de services de contrôle de la faune. Le Corps affirme que la justification pour la proposition d'augmentation du taux de facturation de 20 % (soit

une augmentation équivalant à un peu plus de 5 \$ l'heure) peut facilement s'expliquer en répartissant l'augmentation proposée en trois tranches. La première tranche de l'augmentation proposée du taux de facturation de 5 \$ l'heure, une hausse de 2 \$ l'heure, visait à compenser le coût total des augmentations de salaire que le Corps avait déjà accordées en 2008.

[75] En ce qui concerne les agents principaux, les diverses augmentations de salaire introduites au cours de l'année 2008, y compris l'augmentation générale de 1 \$ ainsi que l'IRMV et l'INC, représentaient, ensemble, 2 \$ l'heure. Le Corps a affirmé qu'en appliquant le multiplicateur normal, il avait besoin d'une augmentation du taux de facturation de 3 \$ l'heure pour couvrir le coût total, ou véritable, de l'augmentation de 2 \$ du salaire horaire. Cependant, le Corps avait seulement négocié une augmentation du taux de facturation d'environ 1 \$ l'heure pour l'année 2008. Par conséquent, les premiers 2 \$ de l'augmentation proposée de 5 \$ l'heure pour l'année 2009 visaient à récupérer le coût total des augmentations de salaire qui avaient déjà été accordées en 2008.

[76] La deuxième tranche de l'augmentation proposée du taux de facturation de 5 \$ l'heure pour l'année 2009 représentait un autre montant de 2 \$ l'heure. Il s'agissait du montant nécessaire pour couvrir le coût total, ou le coût véritable, des augmentations de salaire proposées pour l'année 2009, lesquelles se chiffraient à environ 1,30 \$ l'heure. La dernière tranche de l'augmentation proposée du taux de facturation de 5 \$ l'heure pour l'année 2009, celle de 1 \$, visait à répondre aux préoccupations concernant le coût des heures supplémentaires, qui faisait l'objet de débats depuis plusieurs années.

B – Le syndicat

[77] Le syndicat ne partage pas l'interprétation que l'employeur donne au paragraphe 94(3) du *Code*. Le syndicat prétend que l'objet de sa plainte relève clairement du paragraphe 94(3). Par extension, il s'agit d'une plainte qui déclenche l'application de la disposition du *Code* prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve.

[78] Le syndicat renvoie le Conseil au libellé du paragraphe 98(4) du *Code*, particulièrement au passage qui prévoit que « la présentation même d'une plainte écrite constitue une preuve de la

violation ». Le syndicat rejette donc la prétention de l'employeur voulant que les plaintes fondées sur le paragraphe 94(3) du *Code* ne visent que les allégations de pratiques déloyales de travail envers des employés individuels. Le syndicat n'y voit pas une telle restriction. Le syndicat soutient, avec conviction, que l'interprétation de l'employeur voulant que le paragraphe 94(3) du *Code* ne s'applique pas dans le cas de la fermeture d'une entreprise entraînerait une anomalie, puisque, si elle devait être retenue, cela signifierait que le congédiement d'un employé pour de prétendus motifs antisyndicaux entraînerait un examen plus attentif, aux termes du *Code*, que le congédiement de nombreux employés.

[79] Le syndicat met aussi l'accent sur le fait que le Conseil et son prédécesseur, dans leurs décisions, ont constamment affirmé que l'employeur avait l'obligation de démontrer que ses actes n'étaient en aucune façon motivés par des sentiments antisyndicaux. Il n'est pas suffisant, en soi, pour un employeur de fournir une explication économique valable et une **justification** commerciale convaincante pour motiver sa décision. L'employeur doit aussi démontrer que ses décisions n'étaient pas motivées par des sentiments antisyndicaux. Le syndicat renvoie le Conseil à une décision qu'il a rendue antérieurement, dans laquelle il mentionnait qu'« [i]l suffit, pour que la conduite d'un employeur soit jugée contraire au *Code*, que les motifs antisyndicaux constituent une cause même accessoire ou ancillaire » (voir *Pro-Tec Fire Services of Canada ULC*, 2005 CCRI 318, au paragraphe 48, dans laquelle on cite *Echo Bay Mines Ltd.* (1995), 99 di 78 (CCRT n° 1140)).

[80] Le syndicat a commencé ses arguments factuels en souscrivant à l'observation de l'employeur voulant que la présente affaire repose principalement sur les faits, plutôt que sur les questions de droit.

[81] Le syndicat a parlé de la relation entre le Corps et l'Administration de l'aéroport, en renvoyant à l'historique des négociations des taux de facturation au cours des dernières années. Le syndicat a contesté l'allégation du Corps voulant que la relation ait été tendue. Le syndicat attire l'attention sur les négociations ayant mené aux taux de facturation pour l'année 2008, qu'il qualifie comme des négociations sans histoire. De plus, le syndicat soutient que, si la relation était tendue, comme l'allègue le Corps, il incombait alors à ce dernier de mener les négociations avec plus de soin et, pour reprendre les mots du syndicat, avec toute la bonne foi possible. Le syndicat fait ensuite valoir que

les négociations des taux de facturation pour l'année 2009 n'ont pas été menées avec le plus grand soin. Le syndicat affirme que, en fait, le Corps avait une obligation d'aviser l'Administration de l'aéroport, de manière informelle et en temps opportun, qu'il allait demander des taux de facturation drastiquement plus élevés pour l'année 2009. En d'autres mots, le syndicat soutient qu'une fois que le PVP a commencé à douter du caractère judicieux de la proposition d'augmentation du taux de facturation de 8 %, il avait alors l'obligation d'aviser dès que possible l'Administration de l'aéroport des changements à venir et de ne pas attendre à la soumission plus officielle de l'augmentation des taux, qu'il avait présentée dans le courriel du 24 septembre 2008.

[82] Dans ses arguments, le syndicat s'est aussi concentré sur les trois lettres du PDG. L'AFPC affirme que les trois lettres constituent la preuve que le Corps est, en général, opposé aux syndicats et, plus précisément, opposé à l'AFPC. Le syndicat soutient que le Corps s'oppose, depuis longtemps, à ce que l'AFPC représente ses employés. Le syndicat affirme que les trois lettres démontrent l'esprit antisyndical du Corps. Lorsqu'il avait pris connaissance des activités menées par l'AFPC en vue de syndiquer les 14 commissionnaires affectés au contrat de services de contrôle de la faune, le Corps, pour reprendre les termes du syndicat, « n'avait pu résister à la tentation de faire échouer le contrat » (traduction). En d'autres mots, l'AFPC affirme que le Corps préférerait perdre le contrat avec l'Administration de l'aéroport plutôt que de continuer à fournir les services y étant prévus avec une main-d'oeuvre syndiquée. Le syndicat attire plus particulièrement l'attention sur la troisième lettre du PDG, celle datée du 22 septembre 2008, comme démontrant que la relation entre l'AFPC et le Corps était généralement tendue. Cette lettre avait été envoyée au moment même où, selon le syndicat, le Corps avait pris connaissance des activités menées par l'AFPC en vue de syndiquer les agents de contrôle de la faune.

[83] Le syndicat s'est également attardé, dans ses arguments, sur l'analyse économique des coûts afférents au contrat que le Corps avait effectuée et, plus précisément, sur le multiplicateur qu'il avait choisi. Le syndicat est globalement sceptique quant à l'analyse des coûts afférents au contrat de services de contrôle de la faune pour l'année 2008 et considère comme particulièrement suspect le choix du multiplicateur retenu par le Corps pour établir l'augmentation des taux de facturation proposés pour l'année 2009 dont faisait état le courriel du 24 septembre 2008. Le syndicat est en désaccord avec le Corps lorsque celui-ci affirme qu'il a perdu de l'argent avec le contrat de services

de contrôle de la faune en 2008 et que la conjoncture entourant le contrat allait de mal en pis. Le syndicat soutient que l'augmentation de 8 % des taux de facturation proposés présentée à l'Administration de l'aéroport en août aurait été le résultat d'une analyse antérieure effectuée par le Corps, même si celui-ci n'avait pas divulgué une telle analyse ou étude antérieure des coûts afférents au contrat. À cet égard, le syndicat demande au Conseil de tirer une conclusion défavorable du fait que le Corps n'a pas appelé M. Gary Smith à témoigner. M. Smith était l'employé du Corps qui relevait du PVP et qui avait amorcé l'échange de courriels par suite duquel le PVP lui avait demandé d'aviser l'Administration de l'aéroport qu'il y aurait une augmentation générale des taux de facturation de 8 % pour l'année 2009. Le syndicat soutient de plus qu'aucune preuve ne démontrait que le contrat de services de contrôle de la faune n'était pas rentable pour le Corps. Par exemple, le syndicat mentionne qu'en 2005, 2006 et 2007, les taux de facturation avaient été établis de manière à prévoir une augmentation plus élevée que l'augmentation normale du taux de rémunération des agents de contrôle de la faune. De plus, le syndicat explique que, pour chacune de ces années, mis à part un refus d'accorder une prime de sécurité et l'impossibilité de régler un différend qui perdurait au sujet du coût et de l'assignation des heures supplémentaires, le Corps avait finalement réussi à convaincre l'Administration de l'aéroport d'accepter les taux de facturation qu'il proposait.

[84] L'AFPC a formulé des critiques à propos du document de travail et de la feuille de calcul sur lesquels le Corps s'est fondé. Selon le syndicat, ces documents n'étaient pas, contrairement à ce qui était allégué, le fruit d'un effort de réflexion s'étant déroulé sur plusieurs jours; le syndicat attire l'attention du Conseil sur des erreurs de calcul et de transposition pour l'inciter à conclure que la preuve avait, dans les faits, été compilée hâtivement. Le syndicat affirme, pour appuyer sa position, que le Corps n'avait pas investi énormément de temps dans la préparation de l'analyse et « qu'il lui faut seulement quelques secondes pour élaborer une feuille de calcul » (traduction). Subsidiairement, le syndicat déclare que, si le contrat de services de contrôle de la faune n'était pas rentable pour le Corps (ce que nie le syndicat), il incombait alors au Corps d'expliquer pourquoi il avait choisi ce moment, qui, selon le syndicat, semble suspect. Puisque, selon le Corps, cette situation de non-rentabilité persistait déjà depuis un certain nombre d'années, le syndicat pose la question suivante : pourquoi le Corps avait-il choisi une date à la fin du mois de septembre 2008, soit la même date à laquelle le syndicat menait sa campagne de syndicalisation des agents de contrôle de la faune, pour « fixer une limite » (traduction) à l'Administration de l'aéroport?

[85] Le syndicat conteste particulièrement le multiplicateur qu'avait choisi le Corps pour établir les taux de facturation qu'il estimait nécessaire en 2009 pour assurer la rentabilité du contrat de services de contrôle de la faune. Le syndicat soutient que la totalité de la différence entre le taux de facturation de 8 % proposé en août et les taux variants entre 20 et 30 % proposés en septembre s'explique par le choix du multiplicateur retenu par le Corps. Selon ce que soutient le syndicat, le choix du multiplicateur retenu par le Corps pour l'année 2009 n'était rien de plus qu'un choix fait au hasard. Le syndicat prétend que le PDG du Corps n'était pas au courant du multiplicateur utilisé par le Corps pour établir les taux facturés en vertu du contrat de services de contrôle de la faune lors de l'année précédente et, par extension, n'était pas en mesure de formuler des observations au Conseil sur ce multiplicateur. Dans la même veine, le syndicat a critiqué le fait que le Corps n'avait pas établi le coût des avantages sociaux qu'il avait réellement supporté pour les 14 commissionnaires affectés au contrat de services de contrôle de la faune et qu'il avait plutôt calculé par approximation le coût des avantages sociaux pour l'ensemble des quelque 1 500 commissionnaires.

[86] Le décision du Corps de retenir un multiplicateur plus élevé lorsqu'il avait pris connaissance des efforts de syndicalisation de l'AFPC est, selon le syndicat, la seule raison expliquant l'augmentation importante des taux de facturation proposés pour l'année 2009.

[87] Dans le cadre de sa plaidoirie, le syndicat a souligné au Conseil d'autres gestes qui, selon lui, témoignent des sentiments antisyndicaux du Corps. Conformément à son argument selon lequel le Corps avait une obligation de négocier avec plus de soin, le syndicat soutient que le dernier paragraphe du courriel du 24 septembre envoyé à l'Administration de l'aéroport se conclut par un ultimatum, que le syndicat considère comme inapproprié, dans les circonstances. Bien que le syndicat reconnaisse que le Corps puisse avoir eu recours à des tactiques de négociation « dures » (traduction) dans les négociations relatives aux taux de facturation lors des années précédentes, il soutient que le recours à un ultimatum ne s'était jamais vu et constituait une preuve supplémentaire que l'objectif du Corps était de perdre le contrat. Il soutient de plus qu'il incombait toujours au Corps de communiquer avec l'Administration de l'aéroport dans les jours ayant suivi l'envoi du courriel du 24 septembre et de lui offrir de continuer à négocier à partir des taux de facturation qu'il avait proposés pour l'année 2009, ce que le Corps n'avait pas fait, selon le syndicat.

[88] Le syndicat dénonce le fait que le Corps n'ait pas répondu à la lettre de l'Administration de l'aéroport du 28 octobre 2008; le syndicat soutient que le Corps aurait dû se servir de cette lettre comme motif et comme occasion pour reprendre contact avec l'Administration de l'aéroport afin de renégocier les taux de facturation pour l'année 2009, pour parvenir à une proposition acceptable pour les deux parties et ainsi faire en sorte que le contrat de services de contrôle de la faune soit prolongé d'une autre année civile.

[89] Le syndicat reproche également au Corps sa lettre du 21 novembre, dans laquelle il avisait les 14 agents de contrôle de la faune qu'il perdrait le contrat, à compter du 28 février 2009. Le syndicat qualifie cette lettre du Corps d'« intention délibérée d'induire en erreur » (traduction) les agents de contrôle de la faune. Le syndicat soutient que le Corps avait l'intention d'induire les agents de contrôle de la faune en erreur, puisque la lettre ne faisait pas état de l'augmentation importante des taux de facturation proposés pour l'année 2009 entre le 28 août et le 24 septembre; de plus, la lettre ne divulguait pas, par conséquent, que l'augmentation visait à couvrir les coûts indirects afférents au contrat et n'aurait entraîné aucune augmentation du taux de rémunération pour les agents de contrôle de la faune. Autrement dit, ceux-ci auraient obtenu la même augmentation de leur taux de rémunération en 2009, peu importe que le contrat signé par les parties contienne la proposition du mois d'août, qui prévoyait une augmentation du taux de facturation de 8 %, ou la proposition du mois de septembre, qui prévoyait une augmentation du taux variant entre 20 et 30 %. Le syndicat presse le Conseil de conclure que le Corps avait écrit la lettre du 21 novembre de manière à induire en erreur les commissionnaires visés – et, en fin de compte, l'AFPC – pour que ceux-ci n'aient eu aucune raison de soupçonner qu'il y avait une différence importante et marquée entre les propositions que le Corps avait soumises en août et en septembre. Le syndicat voit la lettre du 21 novembre comme étant une tentative du Corps de « confondre » (traduction) le syndicat et de masquer des sentiments antisyndicaux, lesquels, selon le syndicat, étaient les motifs ayant conduit à l'augmentation importante, en septembre, des taux de facturation proposés pour l'année 2009.

[90] Comme il a déjà été mentionné dans la présente décision, le syndicat n'avait pas obtenu de copie du courriel envoyé par le Corps le 24 septembre, jusqu'à ce qu'une tierce partie lui en fournisse une copie dans le contexte d'un autre litige, ce qui s'est produit le ou vers le 25 juin 2009.

Le syndicat n'était donc pas au courant du contenu précis du courriel du 24 septembre lorsqu'il a reçu une copie de la lettre que le Corps avait envoyée aux agents de contrôle de la faune le 21 novembre. Par conséquent, au moment où il lisait la lettre du 21 novembre, le syndicat ne pouvait être au courant de l'ampleur de l'augmentation globale des taux de facturation proposés pour l'année 2009, ni de la proportion de cette augmentation qui était attribuable au multiplicateur que le Corps avait utilisé dans ses calculs pour prévoir suffisamment de coûts indirects et qui avait entraîné des propositions de taux de facturation plus élevés pour l'année 2009. Encore une fois, comme il a été mentionné précédemment, le syndicat affirme que, lorsqu'il a eu connaissance du contenu précis du courriel du 24 septembre et, par conséquent, de l'utilisation d'un multiplicateur plus élevé, il a compris que la différence entre les taux de facturation proposés par le Corps pour l'année 2009 était entièrement attribuable à l'utilisation d'un multiplicateur plus élevé. Le syndicat soutient également que l'Administration de l'aéroport s'était seulement opposée à l'augmentation des coûts indirects dont faisait état le courriel du 24 septembre et que, semble-t-il, elle était toujours prête à accepter les taux de rémunération sous-jacents qui étaient proposés.

VIII – Analyse

[91] Il a beaucoup été question du fardeau de la preuve applicable. Comme la Cour suprême du Canada l'a récemment affirmé, la prépondérance des probabilités est la seule norme de preuve en matière civile au Canada (voir *F.H. c. McDougall*, 2008 CSC 53; [2008] 3 R.C.S. 41). Selon ce critère, un tribunal doit soigneusement examiner la preuve pour établir s'il est plus probable que le fait allégué se soit produit que le contraire. De plus, la preuve doit être « claire et convaincante » pour satisfaire au critère de la prépondérance des probabilités. La Cour a déclaré ce qui suit :

[30] ...

La question dans toutes les affaires civiles est de savoir quelle preuve il faut apporter et quel poids lui accorder pour que la cour conclue qu'on a fait la preuve suivant la prépondérance des probabilités.

[92] Il est, bien entendu, essentiel que le tribunal se penche sur toute la preuve au dossier.

[93] La Cour a donc énoncé qu'il n'y a pas de différents degrés de preuve et qu'il ne serait pas approprié, par exemple, de retenir « un degré très élevé de probabilité » quant à la question de savoir

si un fait s'est produit ou non. Il s'agit d'une question de droit général. Le Conseil conclut donc que le fardeau de la preuve, dans la présente affaire, est celui de la prépondérance des probabilités. Par conséquent, il n'y pas de degré variable de probabilités à l'intérieur de cette norme de preuve en matière civile.

A – La disposition prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve énoncée au paragraphe 98(4) du *Code* s'applique-t-elle à la présente plainte?

[94] Le syndicat et l'employeur n'étaient pas du même avis quant à l'applicabilité de la disposition prévoyant l'inversion du fardeau de la preuve énoncée au paragraphe 98(4) du *Code* à l'objet de la plainte du syndicat concernant les allégations de perte délibérée du contrat de services de contrôle de la faune. Dans le contexte précis de l'application du *Code*, les parties conviennent qu'il incombe au plaignant de faire la preuve de ces allégations lorsqu'il dépose une plainte alléguant violation de l'alinéa 94(1)a). Autrement dit, les parties conviennent qu'il incombe à l'AFPC de convaincre le Conseil que l'employeur, ou une personne agissant pour le compte de celui-ci, a participé à la formation ou à l'administration d'un syndicat ou est intervenu dans l'une ou l'autre ou dans la représentation des employés par celui-ci.

[95] Les parties reconnaissent aussi que le paragraphe 98(4) du *Code* opère un transfert du fardeau de la preuve du plaignant vers l'intimé, lorsqu'il est allégué dans une plainte que l'employeur n'a pas respecté le paragraphe 94(3) du *Code*. Cela dit, l'employeur a soutenu avec vigueur que la plainte, telle qu'elle a été formulée, ne peut qu'être fondée sur le paragraphe 94(1) du *Code* et que les allégations contenues dans la plainte, lorsqu'on les examine à fond, ne peuvent être considérées à juste titre comme des allégations fondées sur le paragraphe 94(3). En résumé, le Corps affirme qu'il ne s'agit pas d'un cas où l'inversion du fardeau de la preuve s'applique. Il est également vrai que l'employeur était aussi d'avis que, si l'inversion du fardeau de la preuve s'appliquait, la preuve qu'il avait présentée était suffisante pour qu'il s'acquitte de tout fardeau de la preuve qui lui incombait, en application du paragraphe 98(4) du *Code*.

[96] Le Conseil est d'avis que le raisonnement de la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Wal-Mart* ne s'applique pas aux questions en litige soulevées dans la plainte de l'AFPC.

[97] Les motifs prononcés par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Wal-Mart*, y compris les motifs de la dissidence, sont sans équivoque sur le fait que cet arrêt repose précisément sur l'historique législatif et juridique de la province de Québec depuis 1959 : voir l'arrêt *Wal-Mart*, aux paragraphes 50, 58 et 61; voir aussi les paragraphes 68 et 87.

[98] De plus, l'arrêt *Wal-Mart* porte, d'abord et avant tout, sur une conclusion de fermeture définitive et permanente d'une entreprise; ce n'est pas le cas dans l'affaire dont le Conseil est saisi en l'espèce. Le Corps fournissait des services à l'Administration de l'aéroport en vertu d'un contrat de 12 mois, qui, en principe, était un bon de commande. Le Corps affirme avoir perdu le contrat pour l'année 2009. Le syndicat affirme que le Corps a donné un avis de résiliation du contrat. Peu importe, le Conseil ne croit pas que la perte d'un contrat de services, d'une durée de seulement 12 mois et pouvant être résilié au moyen d'un court préavis par l'une ou l'autre des parties, soit équivalent, d'un point de vue juridique, à une fermeture définitive et permanente d'une entreprise.

[99] Le Conseil est souvent appelé à trancher des questions portant sur la perte de contrats de services. La plupart du temps, le Conseil doit trancher des affaires portant sur la perte d'un contrat de prestation de services de sécurité d'une durée de trois ans, et, fréquemment, de prestation de services de sécurité dans les aéroports. Dans ce contexte-là, lequel est quelque peu semblable à celui du contrat de services de contrôle de la faune, le Conseil n'estime pas que les parties au contrat de services exploitent une entreprise, au sens courant du terme (voir, par exemple, *GlobeGround North America inc., faisant affaire sous la raison sociale Servisair/GlobeGround*, 2007 CCRI 391).

[100] De plus, dans l'affaire dont le Conseil est saisi, la preuve du Corps a démontré qu'il avait l'intention, en tout temps, de continuer à fournir les services de contrôle de la faune à l'Administration de l'aéroport. Il est vrai que le Corps tentait de parvenir à cet objectif en négociant un taux de facturation qui lui aurait permis d'atteindre ses objectifs interdépendants de verser un salaire concurrentiel aux agents de contrôle de la faune, tout en recouvrant ce qu'il percevait comme étant les coûts afférents au contrat. Le Corps, dans sa preuve, traitait aussi de la possibilité que l'Administration de l'aéroport lance une DP. Encore une fois, selon la preuve du Corps, si l'Administration de l'aéroport avait lancé une DP, il aurait été, selon lui, en bonne position pour présenter une soumission concurrentielle, toujours dans le but de continuer à fournir les services de

contrôle de la faune à l'Administration de l'aéroport. Il est également difficile de déceler l'élément essentiel du caractère définitif et permanent de la fermeture d'une entreprise alléguée par le Corps, puisque rien ne l'empêche de présenter une soumission, et éventuellement d'obtenir de nouveau le contrat de services de contrôle de la faune à YVR dans les années à venir. Le Conseil est d'avis qu'étant donné que la preuve factuelle du Corps est fondée sur son intention continue de fournir les services de contrôle de la faune à l'Administration de l'aéroport sur une base permanente, il serait incohérent de la part du Corps de fonder ses arguments juridiques sur une allégation de fermeture d'entreprise définitive et permanente.

[101] Le Conseil est convaincu que la plainte déposée par l'AFPC peut être traitée en application du paragraphe 94(3) du *Code*. La plainte était rédigée de manière détaillée et complète, et plusieurs documents à l'appui ont été présentés lors du dépôt. Par conséquent, la plainte établissait une preuve suffisante pour soulever au moins une violation à première vue de l'alinéa 94(3)a) du *Code*; il y avait au moins une possibilité que l'employeur ait refusé de continuer à employer un ou plusieurs agents de contrôle de la faune au motif que l'un ou plusieurs d'entre eux avait participé à la promotion ou à la formation d'un syndicat, au sens du libellé de l'alinéa 94(3)a) du *Code*. Le Conseil ne considère pas que le principe juridique exprimé dans *Société Radio-Canada*, précitée, soit incompatible avec cette conclusion. Il est vrai que, dans plusieurs cas où le Conseil est saisi d'allégations de violation du paragraphe 94(3), l'affaire porte sur une situation où un employeur met fin à l'emploi d'un employé qui se trouve aussi être le président du syndicat ou un organisateur syndical à l'interne. La plainte de l'AFPC cadre difficilement dans ce paradigme habituel, où seulement un ou deux employés sont congédiés pour des motifs antisyndicaux. Il est aussi vrai, cependant, que le paragraphe 94(3) a une portée plus large que ce paradigme habituel.

[102] Le Conseil retient la prémisse que la portée du paragraphe 94(1) du *Code* diffère de celle du paragraphe 94(3) et que sa décision dans *Société Radio-Canada*, précitée, appuie cette distinction. Le Conseil ne voit cependant pas en quoi la décision *Société Radio-Canada*, précitée, et plus précisément le principe juridique énoncé au paragraphe 53 de celle-ci, empêche le syndicat de déposer, au nom d'un ou de plusieurs agents de contrôle de la faune, une plainte fondée, entre autres, sur le paragraphe 94(3) du *Code*. Ayant conclu que la plainte déposée par l'AFPC peut être traitée, entre autres, en application du paragraphe 94(3) du *Code*, le Conseil conclut donc que le fardeau de

la preuve passe à l'employeur, en application du paragraphe 98(4). Les motifs pour lesquels la Cour suprême du Canada avait conclu que la « présomption » de l'article 17 du CTQ ne s'appliquait pas aux diverses plaintes déposées en vertu de l'article 15 de ce texte de loi, y compris aux demandes précises de réintégration, ne sont pas pertinents relativement à la plainte de l'AFPC.

B – L'employeur a-t-il convaincu le Conseil que sa décision, communiquée à l'Administration de l'aéroport le 24 septembre 2008, d'augmenter sa soumission concernant le contrat de services de contrôle de la faune, n'était pas motivée par des sentiments antisyndicaux?

[103] La détermination de la date à laquelle le Corps avait pris sa décision d'examiner à la loupe les coûts afférents au contrat de services de contrôle de la faune est, selon le Conseil, un élément crucial de la preuve et, par extension, un élément crucial dans l'appréciation de la question de savoir si le Corps est capable ou non de s'acquitter du fardeau de la preuve qui lui incombe en application de l'inversion du fardeau de la preuve prévue par le *Code*. Autrement dit, si la décision du Corps d'augmenter de manière importante les taux de facturation qu'il proposait pour l'année 2009 était en réponse au fait qu'il venait d'apprendre que le syndicat menait une campagne de syndicalisation, le Corps ne pourra alors pas démontrer l'absence de sentiments antisyndicaux.

[104] Le Conseil conclut que le témoignage du PVP quant à la question de savoir ce qui l'avait poussé à remettre en question le caractère judicieux de l'augmentation du taux de facturation de 8 % qu'il avait proposée « avant ses vacances » (traduction) n'est pas particulièrement convaincant. Le Conseil trouve aussi étrange que ni le PDG ni le PVP ne semblent avoir de souvenirs précis quant à la date et à l'endroit où ils ont discuté, pour la première fois, des préoccupations du PVP quant au caractère judicieux de l'augmentation du taux de facturation de 8 % qui avait été proposée et où ils ont décidé que le Corps devrait examiner plus attentivement les revenus et les coûts afférents au contrat de services de contrôle de la faune.

[105] Cela dit, les témoignages et la preuve documentaire connexe, plus particulièrement le document de travail et la feuille de calcul que l'on trouve à la pièce 8, onglet 9, sont suffisamment convaincants pour convaincre le Conseil que le Corps avait pris sa décision d'examiner à la loupe les revenus et les coûts afférents au contrat de services de contrôle de la faune quelque temps avant le 20 septembre. Le Conseil conclut que le document de travail élaboré par le VP Finances, lequel

avait fait l'objet de discussions lors de la rencontre tenue dans la matinée du 22 septembre 2008, avait été préparé avant cette date. Le Conseil est convaincu qu'une réunion avait bel et bien eu lieu dans la matinée du lundi 22 septembre 2008 et que le PDG, le PVP et le VP Finances étaient présents à cette réunion. Le Conseil conclut aussi que le Corps avait déterminé lors de cette réunion, en se fondant sur son examen du document de travail, que les revenus générés par le contrat ne lui assurait pas une marge bénéficiaire qui soit suffisante, ou dans les normes habituelles, et que les marges continueraient à se détériorer au cours de l'année 2009, puisque les taux horaires de rémunération des agents de contrôle de la faune continueraient à augmenter.

[106] Le Conseil conclut que le syndicat avait tenu une réunion de syndicalisation le 22 septembre 2008 et que la totalité ou la quasi-totalité des quelque 14 commissionnaires qui occupaient un poste d'agent de contrôle de la faune étaient présents à cette réunion. Il conclut aussi, et la preuve est suffisamment claire quant à cette question, que le Corps avait pris connaissance de la réunion de syndicalisation le lendemain, soit le 23 septembre 2008. Le Conseil conclut également que la décision du Corps d'augmenter les taux de facturation qu'il proposait pour l'année 2009, afin d'atteindre une marge qui soit suffisante, ou dans les normes habituelles, avait été prise avant que le PVP n'ait pris connaissance, le 23 septembre 2008, de la campagne de syndicalisation menée par le syndicat et avant qu'il ne transmette cette information au PDG.

[107] Il est vrai que les taux précis de facturation pour l'année 2009 proposés par le Corps dans son courriel du 24 septembre 2008 à l'Administration de l'aéroport étaient beaucoup, voire remarquablement, plus élevés que l'augmentation générale de 8 % que le Corps avait proposée dans son courriel du 28 août 2008 envoyé à l'Administration de l'aéroport. Cela dit, après avoir examiné toute la preuve relative à cette question, le Conseil est convaincu que les taux de facturation plus élevés proposés dans le courriel du 24 septembre 2008 étaient tirés de la feuille de calcul qui avait été élaborée et analysée par les cadres du Corps lors d'une rencontre tenue le 23 septembre 2008. De plus, les taux de facturation plus élevés que l'on trouvait sur cette feuille de calcul étaient conformes aux données du document de travail qui avait fait l'objet de discussions le 22 septembre 2008 et dont ils s'inspiraient. Ces données avaient conduit le Corps à conclure que les marges afférentes au contrat de services de contrôle de la faune n'étaient pas suffisantes et qu'elles allaient se détériorer.

De nouveau, le Conseil convient que le document de travail avait été préparé avant la réunion du 22 septembre 2008 et qu'il avait fait l'objet de discussions lors de cette réunion.

[108] Le Conseil est pleinement conscient du fait que le syndicat, au cours de son contre-interrogatoire, a souligné diverses erreurs et incohérences dans le document de travail et dans la feuille de calcul. Ces diverses erreurs ne modifient en rien la conclusion que le Corps avait pris la décision d'examiner à la loupe les revenus et les coûts afférents au contrat de services de contrôle de la faune avant d'apprendre que le syndicat menait une campagne de syndicalisation. Ces erreurs ne sont pas d'une ampleur suffisante pour modifier la conclusion du Corps que les marges afférentes au contrat de services de contrôle de la faune étaient insuffisantes, et qu'elles allaient se détériorer.

[109] La chronologie des événements exposée ci-dessus ainsi que les conclusions du Conseil découlant de celle-ci constituent une preuve claire et convaincante que la décision du Corps, communiquée à l'Administration de l'aéroport dans un courriel daté du 24 septembre 2008, d'augmenter de manière importante les taux de facturation proposés pour l'année 2009 dans le cadre du contrat de services de contrôle de la faune, était une décision qui n'était pas motivée par des sentiments antisyndicaux.

[110] Cela suffit, en soi, pour conclure que le Corps s'est acquitté du fardeau de la preuve qui lui incombait en application de l'inversion du fardeau de la preuve prévue par le *Code*. Cependant, par souci de prudence, le Conseil a aussi examiné les événements qui s'étaient produits entre le 24 septembre 2008 et le 28 février 2009, date à laquelle la participation du Corps au contrat de services de contrôle de la faune avait pris fin. Le Conseil a attentivement examiné la lettre datée du 28 octobre 2008 que l'Administration de l'aéroport avait envoyée au Corps ainsi que celle datée du 21 novembre 2008, y compris les pièces jointes, que le Corps avait envoyée à chacun des agents de contrôle de la faune pour les aviser qu'il perdrait le contrat à compter du 28 février 2009. Le Conseil ne note la présence de sentiments antisyndicaux dans aucune de ces lettres, ni dans la preuve quant aux circonstances ayant conduit à la rédaction de ces deux lettres. Le Conseil rejette l'allégation selon laquelle la lettre du Corps datée du 21 novembre et le renvoi aux **taux de rémunération**, plutôt qu'aux taux de facturation, étaient, comme il a été allégué, un effort visant à confondre le syndicat. Il est vrai, si on remonte à 2006, que le Corps a effectivement communiqué, à une occasion,

à l'Administration de l'aéroport les taux de facturation et les taux de rémunération sous-jacents. Cependant, aucune preuve ne démontre que le Corps ait communiqué quoi que ce soit d'autre que les taux de rémunération aux commissionnaires occupant des postes d'agent de contrôle de la faune. En effet, le Conseil croit comprendre qu'il serait à la fois exceptionnel et inapproprié que le Corps communique les taux de facturation à ses employés.

[111] Par conséquent, le Conseil conclut que le Corps a présenté une preuve suffisante, claire et convaincante pour réfuter, selon la prépondérance des probabilités, les parties de la plainte de l'AFPC où il était allégué que le Corps n'avait pas respecté le paragraphe 94(3) du *Code*.

C – Le syndicat a-t-il convaincu le Conseil que l'employeur, ou une personne agissant pour le compte de celui-ci, est intervenu dans la formation d'un syndicat ou dans la représentation des employés par celui-ci, ou a par ailleurs agi en violation de l'article 94 du *Code*?

[112] Il incombe à l'AFPC de démontrer qu'il y a eu violation du paragraphe 94(1) du *Code*. Le Conseil conclut qu'aucune preuve ne démontre que le Corps est intervenu dans la représentation des agents de contrôle de la faune par l'AFPC, ou a par ailleurs agi en violation du paragraphe 94(1) du *Code*, pendant toute la période visée par la plainte. Pour les raisons susmentionnées, la totalité de la preuve analysée précédemment, allant de l'historique de la relation entre le Corps et l'Administration de l'aéroport dans la négociation des taux de facturation, jusqu'aux événements ayant mené au courriel du Corps du 24 septembre détaillant les nouvelles propositions de taux de facturation pour l'année 2009 et, ultimement, à la résiliation du contrat de services de contrôle de la faune en date du 28 février 2009, ne démontre pas non plus une violation du paragraphe 94(1) du *Code*.

[113] Plus précisément, l'AFPC se fonde sur les trois lettres écrites par le PDG du Corps au sujet de l'accréditation de l'AFPC à l'égard des commissionnaires affectés aux contrats signés avec l'ASFC. Il n'y a pas de preuve que l'AFPC se soit opposée, à quelque moment, au contenu de ces lettres ou ait officiellement contesté le caractère approprié des communications qui y figuraient. Un examen des lettres révèle que le Corps voulait que les communications figurant dans ces lettres soient équilibrées. Le contenu des lettres datées du 4 et du 11 juillet 2007 semble être équilibré. Par exemple, la première lettre encourage les commissionnaires en question à s'informer, entre autres

options, en parlant au syndicat. Les lettres étaient adressées aux commissionnaires fournissant des services en vertu des divers contrats avec l'ASFC. Les 14 commissionnaires fournissant les services de contrôle de la faune à YVR n'étaient pas visés par ces lettres. Aucune preuve ne démontre que ces lettres aient été portées à l'attention des agents de contrôle de la faune. Selon le Conseil, les deux premières lettres, datées du 4 et du 11 juillet 2007, sont trop éloignées dans le temps pour être pertinentes quant aux questions soulevées dans la présente plainte (soit les événements qui ont atteint leur paroxysme le ou vers le 24 septembre 2008, soit plus d'un an plus tard).

[114] La troisième lettre est quelque peu différente. Le Conseil reconnaît que la troisième lettre du PDG est datée du 22 septembre 2008, soit la même date à laquelle le PDG, le PVP et le VP Finances avaient tenu leur première réunion visant à examiner à la loupe les coûts afférents au contrat de services de contrôle de la faune. Il s'agit aussi de la même date à laquelle l'AFPC avait tenu sa réunion de syndicalisation avec les agents de contrôle de la faune; cependant, comme il a été mentionné précédemment, le Conseil a conclu que le Corps n'avait pris connaissance de la réunion de syndicalisation que le lendemain. On peut soutenir que, dans cette lettre, le Corps a peut-être eu moins de succès à atteindre son objectif de communiquer de manière équilibrée. Cela dit, si l'AFPC estimait que le contenu de la lettre n'était pas approprié, il lui incombait de le contester en temps opportun. Rien dans la preuve n'indique que le syndicat l'ait fait. Le Conseil ne dispose pas non plus de preuve démontrant que cette troisième lettre, qui était aussi adressée aux commissionnaires fournissant des services en vertu des contrats avec l'ASFC, ait été portée à l'attention des commissionnaires fournissant les services de contrôle de la faune. Par conséquent, le Conseil conclut que ces trois lettres ne constituent pas une preuve du type d'intervention de l'employeur interdite par le paragraphe 94(1) du *Code*. Le Conseil conclut qu'il n'y a aucune preuve d'une violation du paragraphe 94(1) du *Code*.

D – Quelle mesure de redressement, le cas échéant, est indiquée?

[115] Puisque le Conseil a conclu que l'employeur s'était acquitté de son fardeau de démontrer qu'il n'avait pas enfreint le paragraphe 94(3) du *Code* et qu'il n'y a aucune preuve d'une violation du paragraphe 94(1) du *Code*, la question de la mesure de redressement ne se pose pas.

IX – Conclusion

[116] Pour les motifs énoncés ci-dessus, et eu égard à l'ensemble de la preuve présentée à l'audience, y compris celle relative à l'historique des négociations des taux de facturation entre le Corps et l'Administration de l'aéroport depuis 2005, le Conseil est convaincu que le Corps s'est acquitté de son fardeau de démontrer, selon la prépondérance des probabilités, que sa décision, communiquée dans le courriel qu'il a envoyé le 24 septembre 2008, d'augmenter de manière importante les taux de facturation qu'il proposait relativement au contrat de services de contrôle de la faune pour l'année 2009, n'était pas motivée par des sentiments antisyndicaux. Pour plus de certitude, l'examen de la preuve par le Conseil comprenait aussi une appréciation de la conduite du Corps jusqu'au 28 février 2009, soit la date à laquelle le Corps a cessé de fournir des services de contrôle de la faune à l'Administration de l'aéroport. Le Conseil est aussi convaincu que le Corps s'est acquitté de son fardeau de démontrer qu'il n'y a pas eu violation du paragraphe 94(3) au cours de cette période. Le Conseil est convaincu que le Corps a prouvé qu'il n'avait pas contrevenu au paragraphe 94(3) du *Code*.

[117] Pour les motifs énoncés ci-dessus, le Conseil conclut qu'aucune preuve ne démontre que le Corps, ou quiconque ayant agi pour son compte, au cours de la période visée par la présente plainte, s'est livré à une pratique déloyale de travail ou a par ailleurs agi en violation de toute autre disposition de l'article 94 du *Code*. Par conséquent, le Conseil rejette la plainte déposée le 8 septembre 2009.

Traduction certifiée conforme Communications

William G. McMurray
Vice-président

David Olsen
Membre

Dissidence de M. John Bowman, Membre

[118] Je conviens avec la majorité du banc que la question principale dont le Conseil était saisi consistait à savoir si l'employeur avait convaincu le Conseil que sa décision, communiquée à l'Administration de l'aéroport le 24 septembre 2008, d'augmenter substantiellement sa soumission

quant au contrat de services de contrôle de la faune, n'était pas motivée par des sentiments antisyndicaux. Cependant, avec tout le respect que je dois à mes collègues, je ne peux souscrire à leur décision et je conclus, pour les motifs qui suivent, que l'employeur ne s'est pas acquitté du fardeau qui lui incombait en application de l'inversion du fardeau de la preuve prévue par le *Code*. J'aurais conclu, selon la prépondérance des probabilités, que les actes de l'employeur étaient motivés par des sentiments antisyndicaux, et ce, pour les motifs qui suivent.

[119] Comme la majorité l'a souligné dans sa décision, l'employeur a produit une preuve considérable quant aux trois rondes antérieures de négociations contractuelles, soit celles pour les années 2006, 2007 et 2008, avec l'Administration de l'aéroport. La ronde de négociations pour l'année 2007 était particulièrement pertinente, puisqu'il s'agissait de la seule des trois rondes où il y avait eu un différend majeur entre les parties. La preuve a démontré que la conduite de l'employeur, dans cette ronde de négociations, était complètement différente de celle qu'il avait eue lors des négociations pour l'année 2008. Après que l'Administration de l'aéroport eut rejeté le contrat proposé par l'employeur, ce dernier ne lui avait pas lancé un ultimatum. L'employeur avait plutôt continué à fournir les services et les avait facturés à YVR à des taux qui concordaient avec ceux énoncés dans sa proposition. Selon la preuve, cela avait duré un certain temps, jusqu'à ce que YVR consente éventuellement à payer les taux en question. Le PVP a décrit la conduite de l'Administration de l'aéroport au cours de cette ronde de négociations comme étant compatible avec le « rapport de commettant à préposé » (traduction) qui prévalait entre les deux parties.

[120] Selon la preuve, il ne fait aucun doute que l'Administration de l'aéroport avait demandé à l'employeur de lui fournir sa proposition d'augmentation des taux pour l'année 2009, pour qu'elle puisse procéder à la préparation de son budget interne. Le PVP avait donné le chiffre de 8 % et avait envoyé une copie du courriel au PDG et au VP Finances. Aucun des cadres supérieurs n'avait soulevé de question quant au chiffre présenté à ce moment-là, en dépit du fait que l'on ait conclu seulement un mois plus tard que le chiffre proposé était « beaucoup trop bas » (traduction). Ce chiffre avait été présenté, malgré le fait que tous les cadres étaient au courant des augmentations de salaire déjà versées aux membres de l'unité de négociation et des futures augmentations de salaire qui devraient être versées. Par la suite, l'employeur s'était servi de ces augmentations de salaire pour justifier l'augmentation importante de la soumission qu'il avait présentée à l'Administration de

l'aéroport le 24 septembre 2008. Le PVP a témoigné qu'il avait simplement commis une erreur. Le PDG a, quant à lui, déclaré qu'il avait simplement présumé que les chiffres étaient adéquats, puisqu'ils provenaient du PVP. Ces éléments de preuve sont totalement incompatibles avec la suggestion, omniprésente dans la preuve de l'employeur, que ce dernier savait depuis quelque temps que le contrat avec YVR présentait des problèmes et qu'il s'inquiétait du fait que le Corps perdait de l'argent en raison de ce contrat.

[121] Le PVP a déclaré dans son témoignage qu'il avait commencé à avoir des doutes à propos du chiffre qu'il avait donné à l'Administration de l'aéroport pendant qu'il était en vacances. Il n'avait alors pas tenté de communiquer cette préoccupation aux autres cadres. Il a apparemment fait part de ses préoccupations au PDG à son retour de vacances, le 8 septembre 2008. Toutefois, aucune mesure n'avait été prise quant à ces prétendues sérieuses préoccupations avant la semaine du 22 septembre 2008. On a laissé entendre que l'employeur avait attendu à cette semaine-là, parce qu'il s'agissait de la semaine de paie qui comprenait une nouvelle augmentation de salaire. Cette explication n'est pas crédible. L'employeur savait manifestement quels étaient les tenants et les aboutissants de l'augmentation et aurait facilement pu inclure une telle information dans une analyse financière, s'il avait de sérieux doutes quant au chiffre qu'il avait donné à l'Administration de l'aéroport. Ce retard inutile jette un doute sur l'affirmation que l'employeur avait de sérieuses préoccupations, le 8 septembre 2008, quant au chiffre de 8 % qu'il avait auparavant donné à l'Administration de l'aéroport.

[122] Il est manifeste, à la lumière de la preuve, que, le 24 septembre 2008, l'employeur a avisé l'Administration de l'aéroport (le « commettant » dans le rapport de commettant à préposé) que sa proposition d'augmentation des taux pour l'année 2009 se situerait entre 18,7 et 29,3 % selon la classification du poste, plutôt qu'à 8 %, comme le prévoyait la soumission qu'il avait présentée auparavant. Qui plus est, le « préposé » avait lancé un ultimatum portant qu'il résilierait le contrat s'il ne recevait pas confirmation de l'acceptation des nouveaux taux au plus tard le 1^{er} novembre 2008. L'employeur n'avait donné aucun avertissement préalable de ce changement considérable de position à l'Administration de l'aéroport. Il n'est pas contesté que l'employeur était au courant des tentatives du syndicat en vue de syndiquer les employés sur le lieu de travail lorsqu'il avait envoyé ce courriel à l'Administration de l'aéroport.

[123] Dans son témoignage, le PDG a tenté de minimiser ce changement considérable à la position de l'employeur en soutenant que le chiffre initial de 8 % qu'il avait donné à l'Administration de l'aéroport n'était pas forcément définitif. Cette affirmation n'était pas crédible, elle non plus. Il est clair que l'Administration de l'aéroport avait demandé à l'employeur de lui fournir sa soumission en août 2008 pour l'élaboration de son budget interne, comme en faisaient état les courriels envoyés à ce moment-là. L'Administration de l'aéroport pouvait donc se fonder quelque peu sur le chiffre que lui avait transmis l'employeur et n'aurait certainement pas prévu, dans son budget interne, un montant représentant plus du double de celui demandé par l'employeur.

[124] Tant le PDG que le PVP ont témoigné qu'ils étaient surpris que l'Administration de l'aéroport n'ait pas fait de contre-proposition au Corps ou n'ait sollicité de soumissions pour le contrat au moyen d'un processus de DP. L'affirmation selon laquelle ils s'attendaient à une possible contre-proposition donne à penser que la dernière proposition qu'ils avaient transmise à l'Administration de l'aéroport pouvait faire l'objet de négociations supplémentaires. Cela soulève les questions de savoir pourquoi le Corps avait donné un ultimatum à son client et pourquoi l'employeur n'avait fait aucun effort pour essayer de négocier avec l'Administration de l'aéroport, après qu'on l'eut clairement avisé que l'augmentation proposée des taux de facturation était inacceptable. La lettre datée du 28 octobre 2008 que l'Administration de l'aéroport avait envoyée à l'employeur n'écartait pas la tenue de négociations supplémentaires. La lettre faisait mention de l'ultimatum signifié auparavant et mentionnait que, si cela « est toujours votre intention » (traduction), un avis de résiliation devrait alors être donné. Cette réponse semblait laisser la porte ouverte au Corps pour d'autres mesures, telles que des négociations supplémentaires. Cependant, le Corps a simplement répondu en donnant un avis de résiliation du contrat. Un tel geste est complètement incohérent avec ce à quoi l'on devrait s'attendre d'un entrepreneur qui cherche véritablement à renouveler un contrat avec un client.

[125] Dans sa décision, la majorité du banc accorde beaucoup d'importance à la feuille de calcul produite en preuve par l'employeur, laquelle justifiait apparemment l'augmentation importante demandée à l'Administration de l'aéroport. La majorité accepte que cette feuille de calcul a été élaborée le 22 septembre 2008, avant que l'employeur n'ait pris connaissance des activités de

syndicalisation menées par le syndicat. Je suis d'avis que la preuve n'appuie pas une telle conclusion. Il convient de noter que la feuille de calcul n'est pas datée. Il est aussi surprenant qu'il n'y ait absolument aucune documentation à l'appui de la prétention que l'employeur avait des doutes quant au chiffre de 8 % qu'il avait initialement donné à YVR – des doutes qui, semble-t-il, avaient été soulevés pour la première fois le 8 septembre 2008, lorsque le PVP était revenu de vacances. Des éléments de preuve relatifs à d'autres questions démontrent que cet employeur avait l'habitude d'échanger des courriels sur des questions préoccupantes, mais il n'existe aucun courriel ni aucun autre document daté quant à cet élément important, et aucun autre document à l'appui du témoignage voulant que la feuille de calcul ait été préparée le 22 septembre 2008. Le VP Finances, qui avait préparé le document, n'a pas témoigné. Le seul document daté produit par l'employeur concernant la décision de modifier sa proposition à YVR est une feuille de calcul datée du 24 septembre 2008, préparée pour le conseil d'administration de l'employeur. Il s'agit de la journée même où l'avis avait été envoyé à YVR et le lendemain de celle où l'employeur a affirmé avoir pris connaissance des activités de syndicalisation menées par le syndicat sur le lieu de travail.

[126] La période complète à l'intérieur de laquelle l'employeur a procédé au changement du taux qu'il avait donné à l'Administration de l'aéroport est illogique et extrêmement suspecte. Je ne fais pas simplement référence au fait que l'employeur avait avisé YVR d'une augmentation substantielle de sa soumission la journée suivant celle où il avait pris connaissance de la campagne de syndicalisation du syndicat. L'ensemble du processus ayant conduit à la soumission plus élevée est illogique. L'employeur avait prétendument des doutes quant au chiffre de 8 % le 8 septembre 2008, mais celui-ci n'avait pris aucune mesure immédiate pour régler la question. Il avait attendu jusqu'à la semaine du 22 septembre, puis avait rapidement élaboré une feuille de calcul qui contenait, selon ce qu'ont déclaré les témoins de l'employeur, bon nombre d'erreurs importantes, pour ensuite promptement présenter une soumission révisée et lancer un ultimatum demandant à l'Administration de l'aéroport une confirmation rapide de l'acceptation de la soumission. Quelle était l'urgence soudaine de transmettre cette information à l'Administration de l'aéroport, étant donné l'apathie que l'employeur avait démontrée à cet égard dans le passé? Je conclus que l'employeur a hâtivement produit sa soumission nettement plus élevée, ainsi que son ultimatum, après avoir eu vent de la campagne de syndicalisation menée par le syndicat et qu'il a agi ainsi pour s'assurer de perdre le contrat.

[127] Je conclus que l'employeur a enfreint les alinéas 94(3)*a*) et 94(3)*e*) du *Code*, au motif que sa décision d'augmenter de manière considérable le taux de facturation qu'il avait proposé à YVR, qui a entraîné la perte du contrat, était motivée par des sentiments antisyndicaux.

*Traduction certifiée conforme
Communications*

John Bowman
Membre